



Industrie
Canada

Industry
Canada

Moniteur *micro-économique*

Quatrième trimestre de 2003

Direction de l'analyse micro-économique, Secteur de la politique, Industrie Canada. Le présent document est fondé sur les données connues au 24 mars et est également diffusé sur Internet, à http://strategis.ic.gc.ca/epic/internet/ineas-aes.nsf/vwGeneratedInterF/h_ra01867f.html

Canada

Table des matières

Aperçu

A

Scène canadienne

Activité économique réelle

Revenus

Marché du travail

Aperçu de la situation des secteurs

Productivité et compétitivité

Comptes internationaux

Mouvements des prix

Variables financières

Finances publiques

B

C

D

E

F

G

H

I

J

Évolution de la situation aux États-Unis

K

Annexe : Faits saillants du budget de 2004

Aperçu

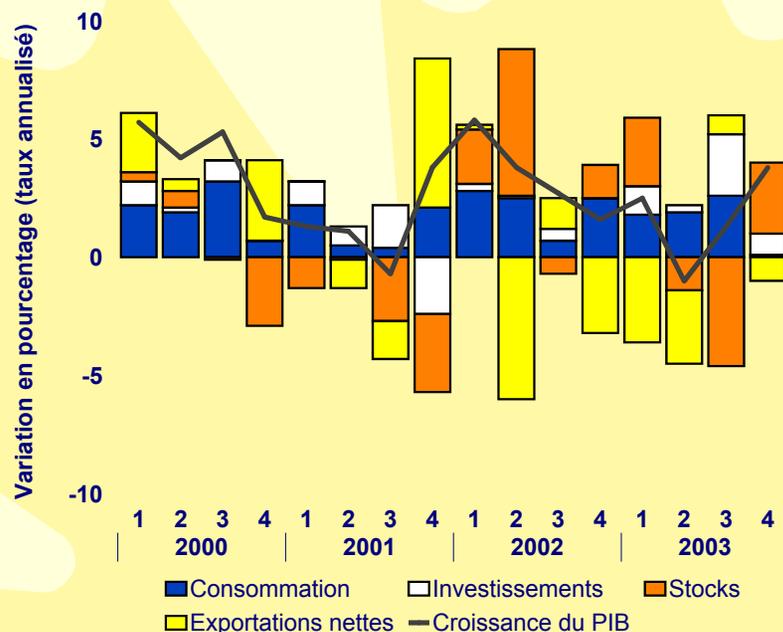
La croissance du PIB réel s'accélère au quatrième trimestre...

Le produit intérieur brut (PIB) réel a progressé de 3,8 % (taux annuel) après avoir avancé de 1,3 % au troisième trimestre. Toutefois, cette accélération est attribuable, en grande partie, à la reconstitution des stocks puisque la croissance de la demande intérieure finale a ralenti pour se fixer à 1,2 % par rapport à 5,8 % au troisième trimestre. Ce ralentissement s'explique surtout par le fléchissement marqué de la croissance des dépenses de consommation réelles, principalement attribuable au recul sensible des achats d'automobiles. Pour 2003, la croissance du PIB réel s'est établie à 1,7 % par rapport à 3,3 % en 2002.

Les bénéfices des entreprises ont poursuivi leur croissance au quatrième trimestre et ont atteint un montant record en 2003. Alimenté par la vive création d'emplois au quatrième trimestre, le revenu personnel a aussi continué d'augmenter.

La production du secteur de la fabrication s'est accrue de 8,1 % au quatrième trimestre après avoir reculé pendant quatre trimestres de suite. L'emploi dans ce secteur s'est quelque peu redressé depuis le récent creux enregistré en septembre 2003. Cependant, en février 2004, les effectifs étaient inférieurs de 3,6 % (85 000) au sommet observé en août 2002.

Contribution à la croissance trimestrielle du PIB réel* (Taux annualisé)



* Pour simplifier, et compte tenu de sa stabilité relative au fil des ans, la contribution des dépenses gouvernementales n'est pas indiquée.

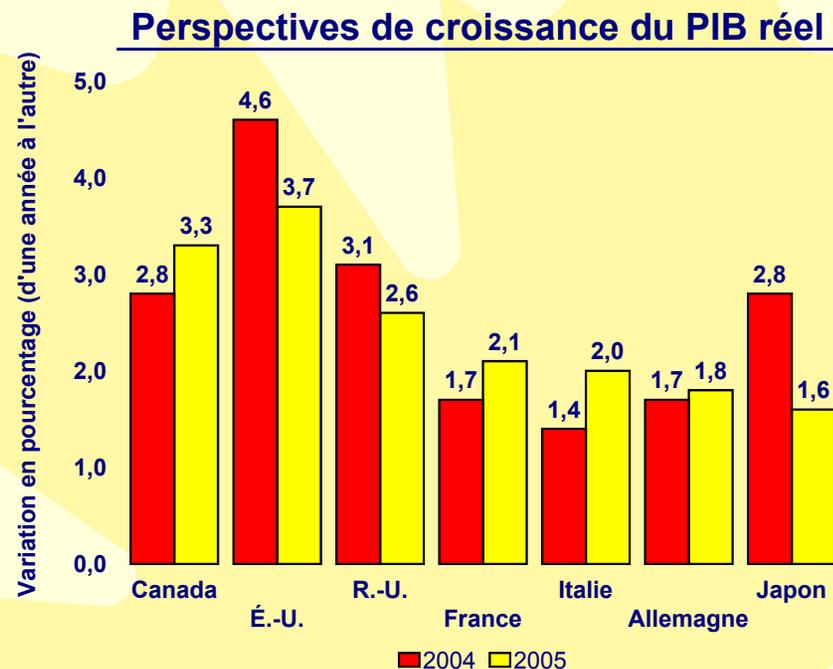
Source : Statistique Canada.

...et la situation économique devrait continuer de s'améliorer

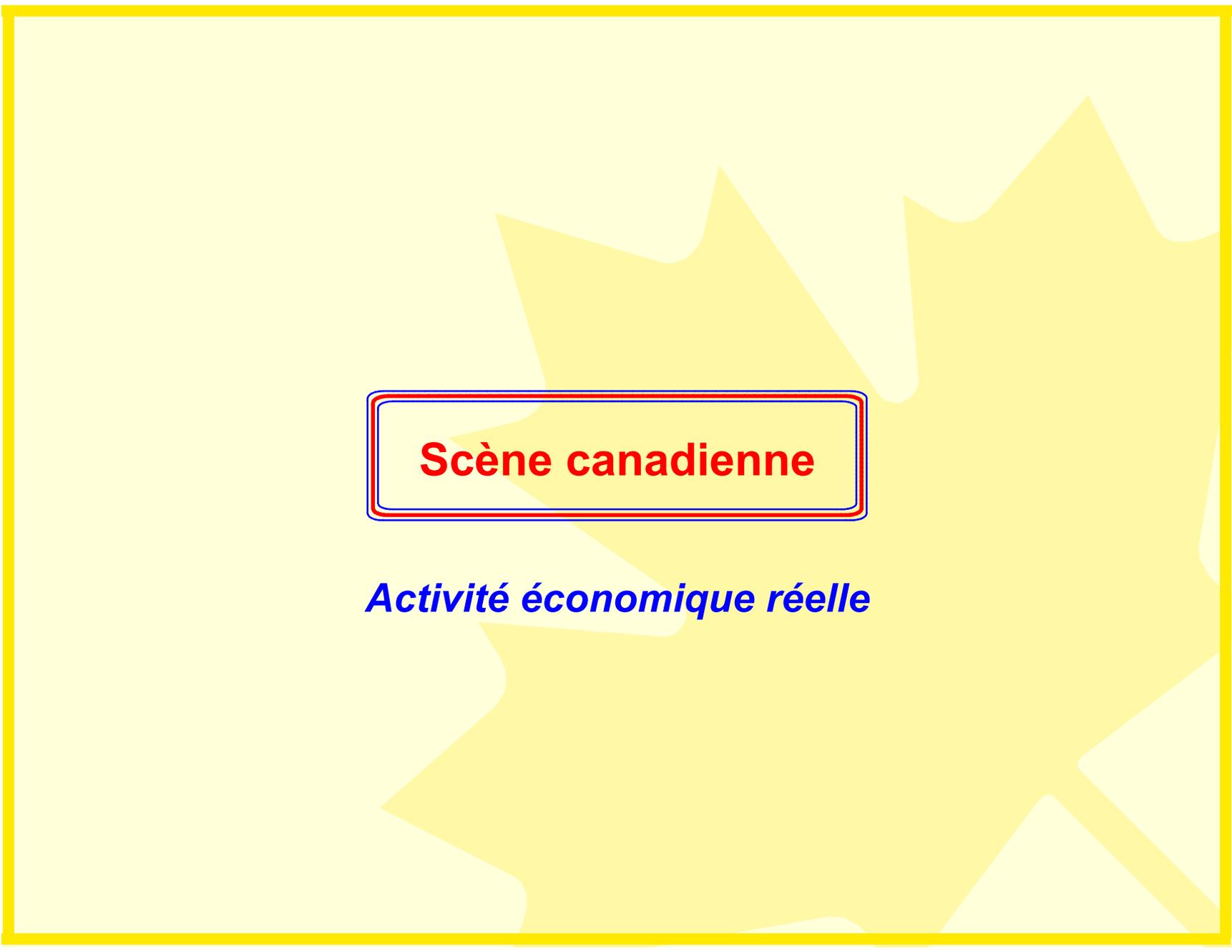
Aux États-Unis, la croissance du PIB réel a ralenti pour se situer à 4,1 % contre 8,2 % au troisième trimestre. Pour 2003, elle s'est fixée à 3,1 %. Toutefois, malgré un léger redressement ces derniers mois, la situation de l'emploi demeure faible, étant donné que les entreprises ont, à nouveau, augmenté leur productivité. La productivité du travail du secteur des entreprises s'est accrue de 4,5 % en 2003 et de 4,9 % en 2002. Par contre, la productivité du travail a peu évolué au Canada, en 2003, et l'emploi y a poursuivi sa croissance (1,5 %).

Depuis la mi-juillet, la Banque du Canada a réduit de 100 points de base son taux cible du financement à un jour pour ramener celui-ci à 2,25 %, le 2 mars. Par ailleurs, la Réserve fédérale américaine a gardé tel quel son taux des fonds fédéraux (1,0 %).

Selon les prévisions consensuelles de mars, le PIB réel du Canada devrait croître pour passer de 1,7 % en 2003 à 2,8 % en 2004, grâce aux faibles taux d'intérêt et à la croissance vigoureuse aux États-Unis (4,6 %).



Source : Consensus Forecasts (R.-U.), mars 2004.
Consensus Economics Inc.



Scène canadienne

Activité économique réelle

L'économie finit bien l'année...

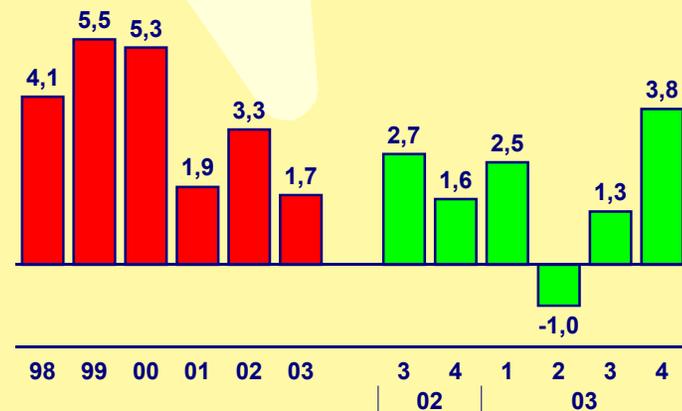
Au quatrième trimestre, le PIB réel a augmenté de 3,8 % par rapport à 1,3 % au troisième. Il s'agit de la plus forte progression depuis le deuxième trimestre de 2002.

- L'accélération est attribuable à la reconstitution des stocks et à la vive croissance des exportations. La demande intérieure finale a ralenti pour s'établir à 1,2 % au quatrième trimestre contre 5,8 % au troisième.

En 2003, la croissance du PIB réel s'est établie à 1,7 % comparativement à 3,3 % en 2002.

Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada.

En mars, les prévisions consensuelles relatives à la croissance du PIB réel pour 2004 ont été ramenées à 2,8 % par rapport aux prévisions de 2,9 % établies en février, mais on prévoit quand même que la croissance atteindra 3,3 % en 2005.

...malgré un ralentissement marqué des dépenses de consommation

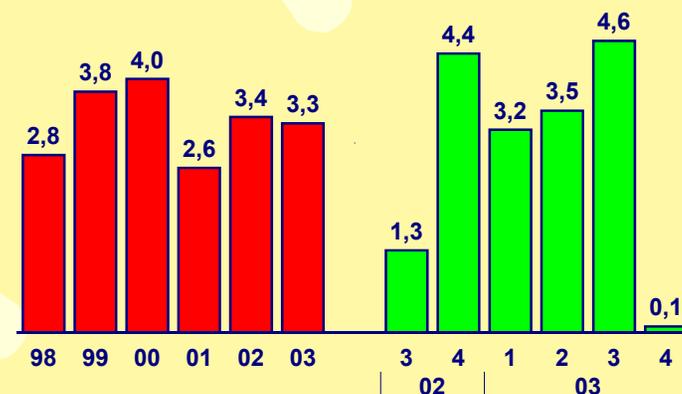
La croissance des dépenses de consommation est passée de 4,6 % au troisième trimestre à 0,1 % au quatrième, soit le plus faible taux trimestriel depuis le quatrième trimestre de 1995.

- Ce ralentissement tire principalement son origine dans la baisse de 17 % des dépenses en biens durables.

Pour l'année, les dépenses de consommation ont progressé de 3,3 %, ce qui est très semblable au taux de 2002 (3,4 %). En 2003, l'accélération des dépenses en services (4,1 %) a compensé le ralentissement des dépenses en biens durables (2,3 %).

Croissance des dépenses de consommation réelles

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada.

Le secteur non agricole commence à regarnir ses stocks au quatrième trimestre...

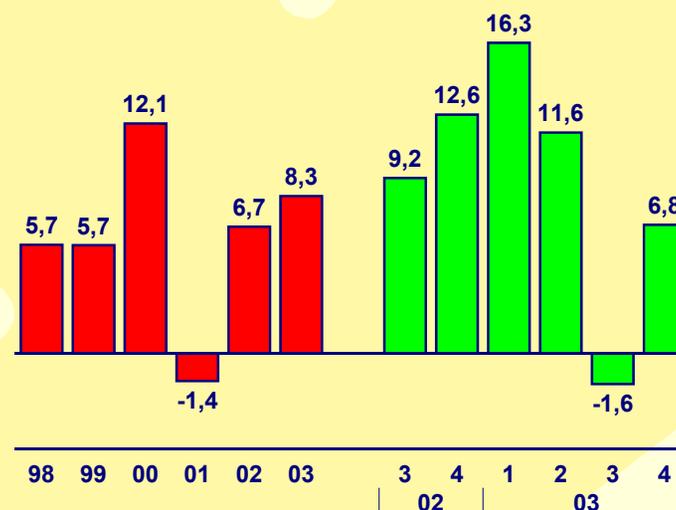
Les entreprises non agricoles ont accru leurs stocks réels de 6,8 milliards de dollars au quatrième trimestre après les avoir réduits de 1,6 milliard au troisième.

- L'accumulation totale des stocks (agricoles et non agricoles) est intervenue pour 3,0 points de pourcentage dans la croissance du PIB réel au quatrième trimestre.
- Les stocks des grossistes et des détaillants ont augmenté notamment à cause du ralentissement des ventes de véhicules automobiles. Les stocks du secteur de la fabrication n'ont pratiquement pas évolué.

Compte tenu de la hausse des stocks et de la baisse des ventes, le ratio des stocks au chiffre d'affaires est passé de 0,68 au troisième trimestre à 0,69 au quatrième.

Investissements dans les stocks des entreprises non agricoles

En milliards \$ de 1997, TAD



Source : Statistique Canada.

...les exportations se redressent fortement...

Les exportations réelles ont augmenté de 13,5 % au quatrième trimestre, soit le rythme le plus rapide depuis le premier trimestre de 2000. Cette hausse fait suite à quatre baisses trimestrielles consécutives.

- À l'origine de ce redressement sont les exportations de biens et matériaux industriels, de produits automobiles et de produits énergétiques.

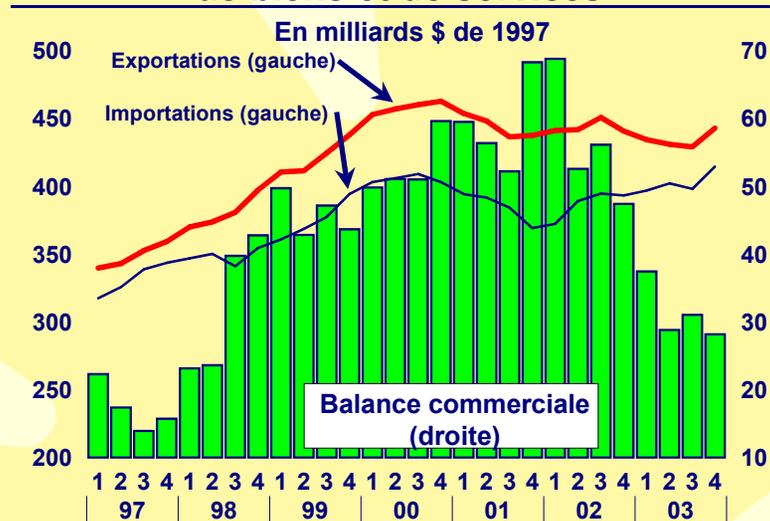
Les importations réelles ont aussi affiché une forte croissance, soit 17,8 %.

- La hausse est surtout attribuable aux importations de produits automobiles, de biens et matériaux industriels ainsi qu'à la hausse des dépenses des touristes canadiens à l'étranger.

La balance commerciale réelle a fléchi, passant de 31,0 milliards de dollars au troisième trimestre à 28,2 milliards au quatrième.

Malgré un vif redressement au quatrième trimestre, les exportations réelles se sont repliées de 2,1 % en 2003, alors que les importations ont augmenté de 4,0 %.

Exportations et importations réelles de biens et de services



Source : Statistique Canada.

...et l'activité reste vigoureuse dans le secteur du logement...

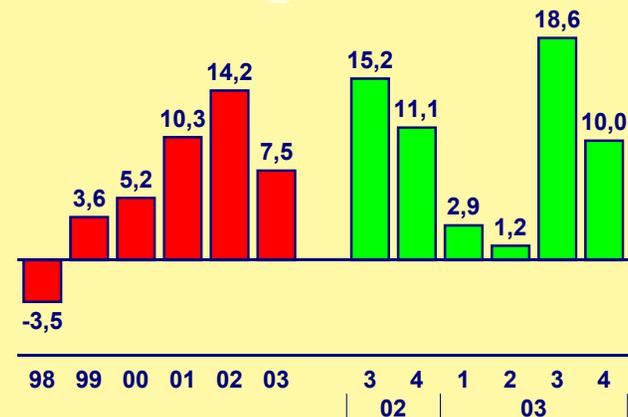
Les investissements dans la construction résidentielle ont conservé leur vigueur au quatrième trimestre, à la faveur d'une hausse de 10,0 % contre 18,6 % au troisième.

- Les investissements dans les logements neufs se sont accrus grâce aux faibles taux d'intérêt, qui ont continué d'alimenter la demande. Toutefois, l'activité s'est assouplie sur le marché de la revente.

En 2003, la croissance des investissements résidentiels s'est établie à 7,5 % après avoir connu une augmentation de 10,3 % en 2001 et de 14,2 % en 2002.

Croissance de la construction résidentielle réelle

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada.

..tout comme dans la construction non résidentielle...

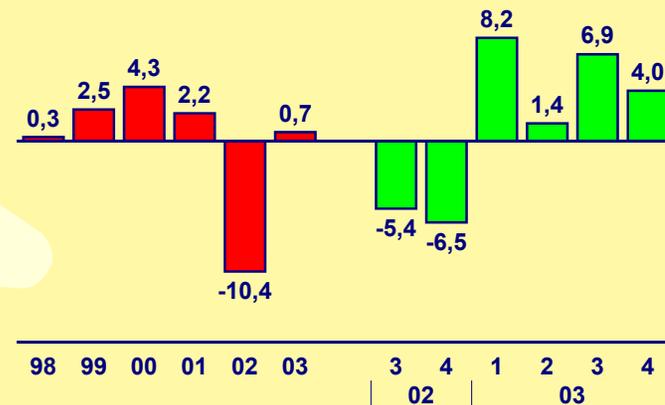
Les investissements dans la construction non résidentielle se sont accrus de 4,0 % au quatrième trimestre après avoir connu une croissance de 6,9 % au trimestre précédent.

- La hausse des sommes consacrées aux travaux de génie a été, en partie, annulée par la baisse des sommes consacrées à la construction de bâtiments.

En 2003, les investissements dans la construction non résidentielle ont progressé de 0,7 % après avoir reculé de 10,4 % en 2002.

Croissance de la construction non résidentielle réelle

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada.

...mais la croissance des investissements dans les machines et le matériel ralentit considérablement

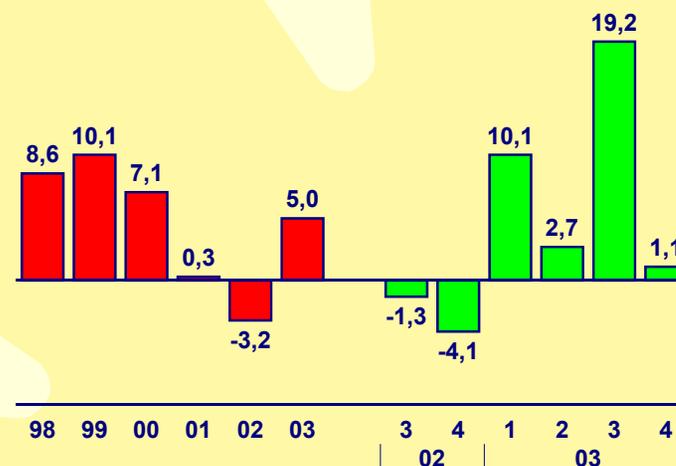
Les investissements des entreprises dans les machines et le matériel (M&M) n'ont avancé que de 1,1 % au quatrième trimestre, comparativement au taux inégalé en deux ans atteint au troisième trimestre, soit 19,2 %.

- L'augmentation des dépenses en équipement de télécommunication et en machines industrielles a été largement annulée par la baisse des dépenses en camions et en matériel de transport.

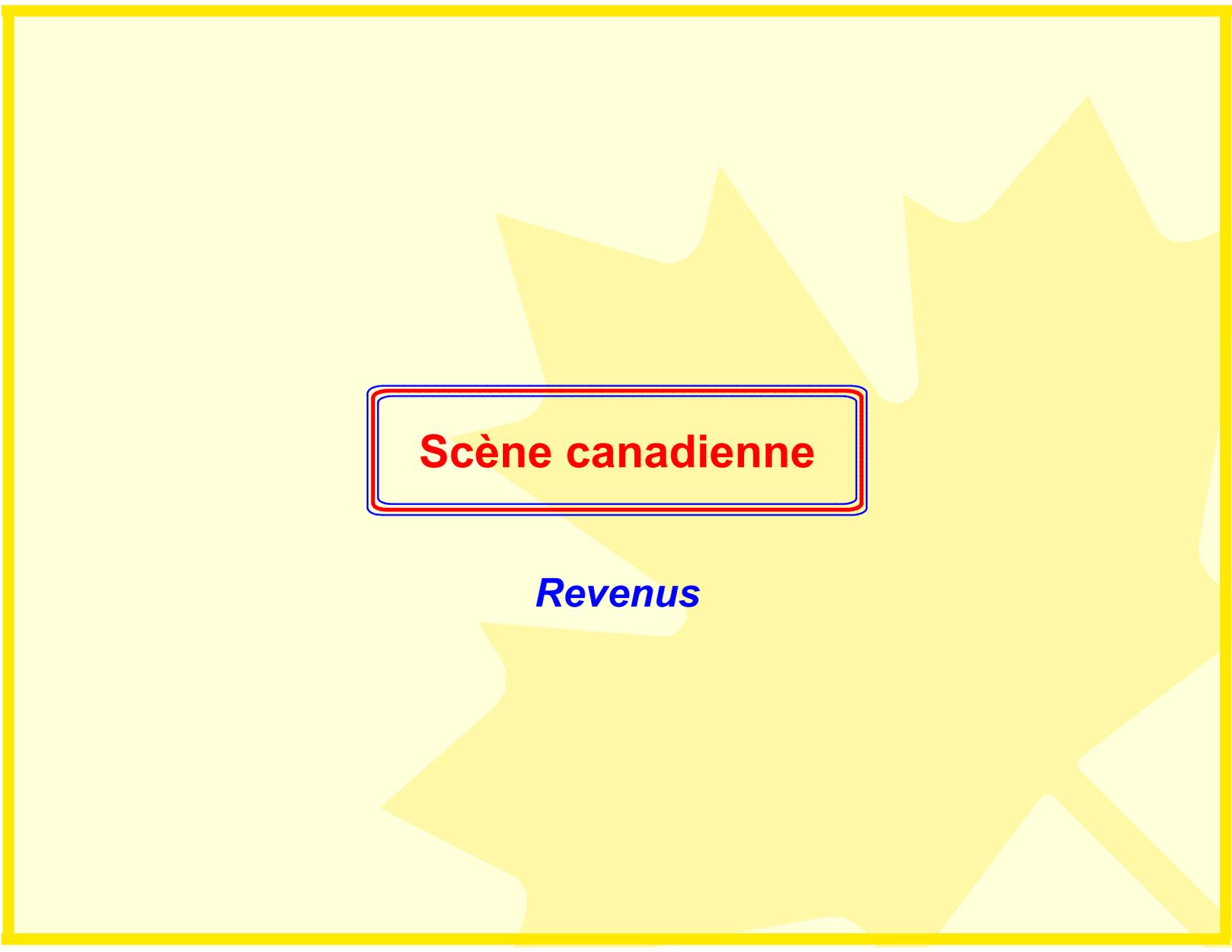
En 2003, les investissements dans les M&M se sont accrus de 5,0 % après avoir diminué de 3,2 % en 2002. La vive appréciation de la devise canadienne en 2003 a fait fléchir les prix des M&M, ce qui a stimulé les investissements.

Investissements réels dans les machines et le matériel

Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada.



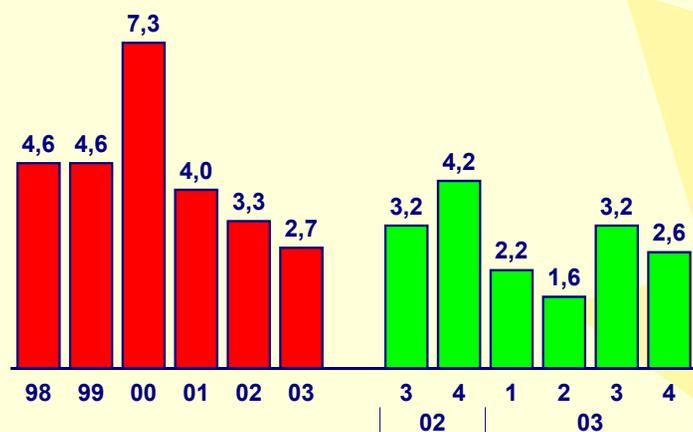
Scène canadienne

Revenus

La croissance du revenu des particuliers modère sa cadence au quatrième trimestre

Croissance du revenu des particuliers

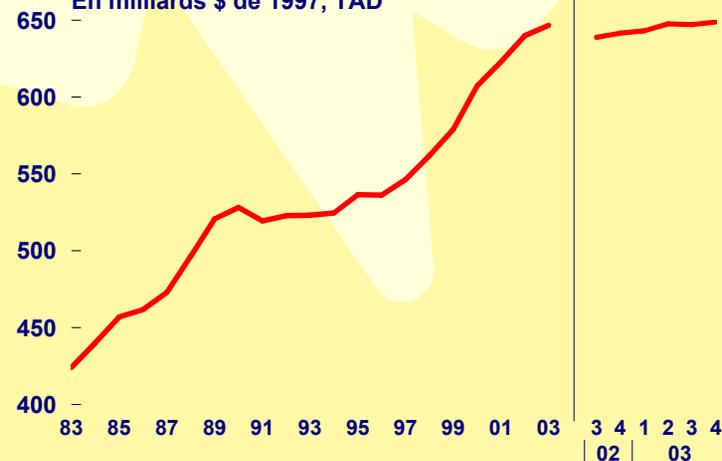
Variation en %, TAD



Source : Statistique Canada.

Revenu disponible réel des particuliers*

En milliards \$ de 1997, TAD



* Converti en dollars réels au moyen de l'indice de la chaîne de prix lié aux dépenses des particuliers en biens et en services.
Source : Statistique Canada et Industrie Canada.

Au quatrième trimestre, le revenu des particuliers s'est accru de 2,6 % par rapport à 3,2 % au troisième. Les revenus de placements ont diminué de 4,2 % après avoir progressé de 4,8 % au troisième trimestre. Toutefois, le revenu du travail a augmenté de 3,5 % au quatrième trimestre, sous l'impulsion de l'emploi, qui a crû vigoureusement (3,6 %), par rapport à 2,2 % au trimestre précédent.

Le revenu disponible réel a augmenté de 1,1 % au quatrième trimestre après avoir avancé de 1,5 % au troisième. Pour 2003, le revenu personnel disponible réel a connu une hausse de 1,1 %, après avoir progressé de 2,7 % en 2002.

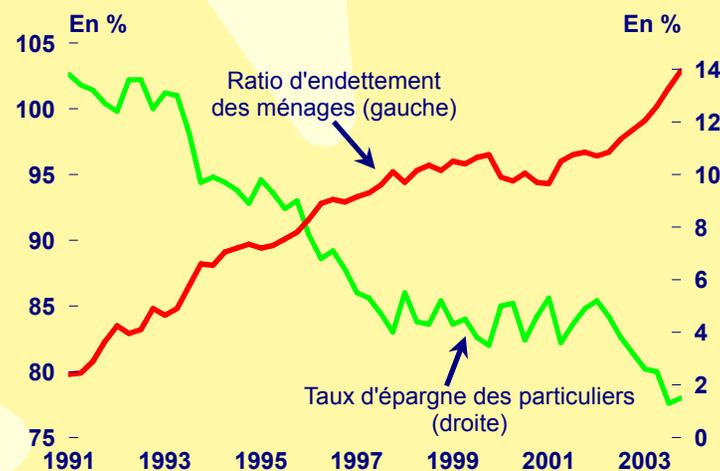
...mais le taux d'épargne s'accroît légèrement puisque la croissance des dépenses de consommation fait une pause

La croissance du revenu personnel (2,6 %) a dépassé celle des dépenses de consommation (0,1 %) au quatrième trimestre. Le taux d'épargne a donc pu grimper à 1,5 %, par rapport au creux sans précédent de 1,3 % affiché au troisième trimestre.

Le ratio d'endettement des ménages a augmenté de 5,2 % au quatrième trimestre. Il s'agit de la septième hausse trimestrielle d'affilée.

- La dette à la consommation s'est accrue de 7,8 % au quatrième trimestre, et la dette hypothécaire, qui intervient pour plus de 70 % de l'endettement des ménages, a progressé de 6,1 %.

Ratio d'endettement et taux d'épargne des particuliers



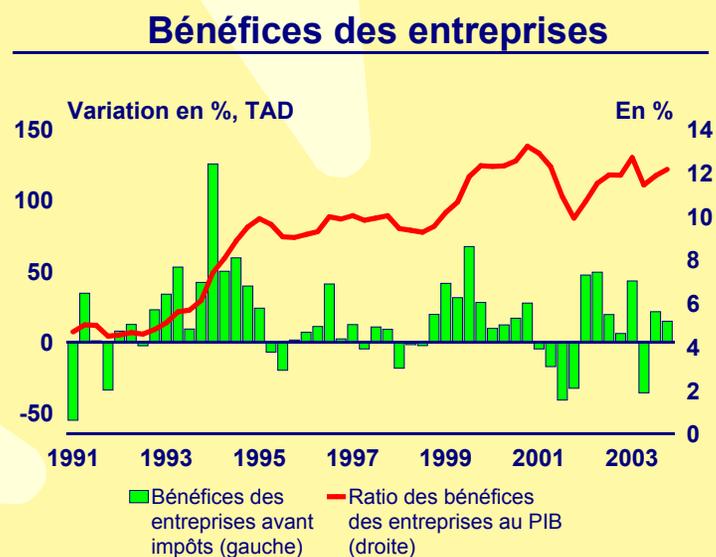
Source : Statistique Canada.

Les bénéfices trimestriels et annuels des entreprises augmentent deux fois de suite

Au quatrième trimestre, les bénéfices d'exploitation des entreprises ont augmenté de 14,7 %. Ils affichent maintenant une croissance à deux chiffres pour un deuxième trimestre consécutif, et ils ont récupéré presque tout le recul subi au deuxième trimestre.

En 2003, les bénéfices des entreprises se sont accrus de 10,1 % malgré les répercussions sur l'économie du SRAS, de la panne de courant en Ontario et de la vive montée du dollar canadien.

Au quatrième trimestre, le ratio des bénéfices au PIB s'est légèrement redressé, passant à 12,2 %, soit bien au-dessus de sa moyenne de dix ans, 10,6 %. Pour l'ensemble de 2003, le ratio s'est fixé à 12,1 %.



Source : Statistique Canada.

A large, stylized yellow maple leaf is centered on a light yellow background. The leaf has a prominent stem and several pointed lobes. The entire scene is enclosed within a thick yellow rectangular border.

Scène canadienne

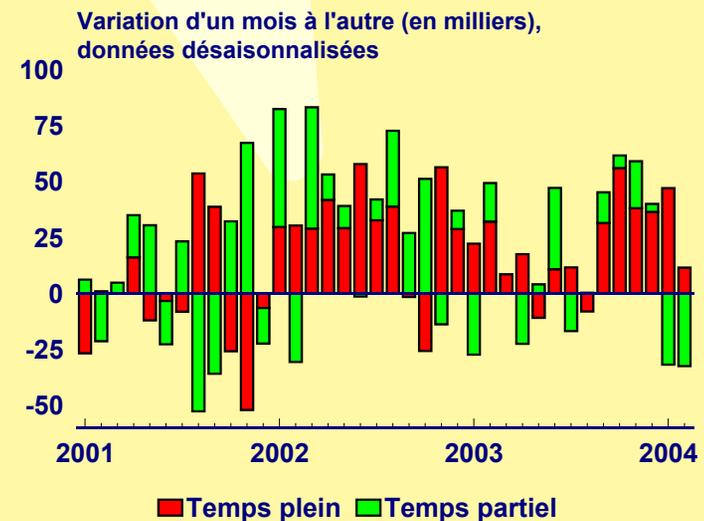
Marché du travail

La situation du marché du travail se détériore en février...

En février, le nombre d'emplois a diminué de 21 000 après avoir augmenté de 15 000 en janvier. Malgré ce repli, on compte presque 200 000 emplois de plus depuis août 2003.

- Tous les emplois perdus sont des emplois à temps partiel (33 000) puisque le nombre d'emplois à temps plein a continué d'augmenter (11 000). Depuis août 2003, il y a 220 000 emplois à temps plein de plus, alors qu'il y a 21 000 emplois à temps partiel de moins.

Croissance de l'emploi



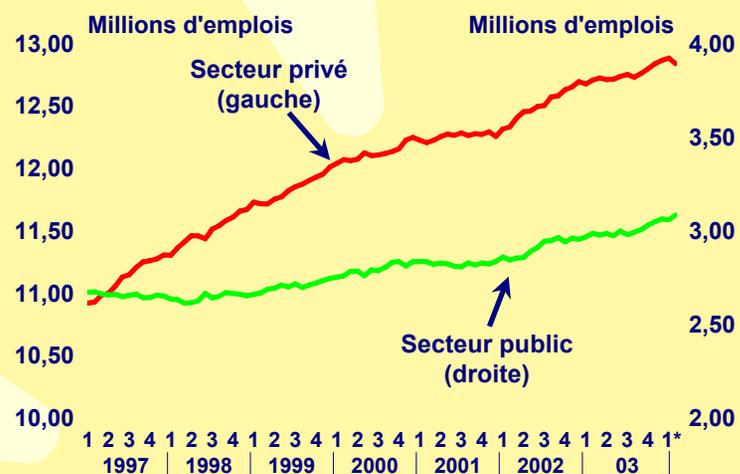
Source : Statistique Canada.

...puisque la diminution de l'emploi dans le secteur privé et le travail autonome annule l'augmentation dans le secteur public

En février, la baisse du nombre d'emplois autonomes (-21 000) et d'emplois du secteur privé (-25 000) a plus que compensé la hausse du nombre d'emplois dans le secteur public (24 000).

- Depuis août 2003, le nombre d'employés dans le secteur public est supérieur de 3,1 % (92 000), ce qui dépasse la hausse de 1,1 % (118 000) du nombre d'employés dans le secteur privé. D'autre part, le nombre d'emplois autonomes est à peu près le même qu'en août 2003.

Emploi : secteur privé et secteur public



*Seuls les mois de janvier et de février sont inclus dans les données pour le premier trimestre de 2004.

Source : Statistique Canada.

La population active diminue, mais le taux d'activité reste près des niveaux records...

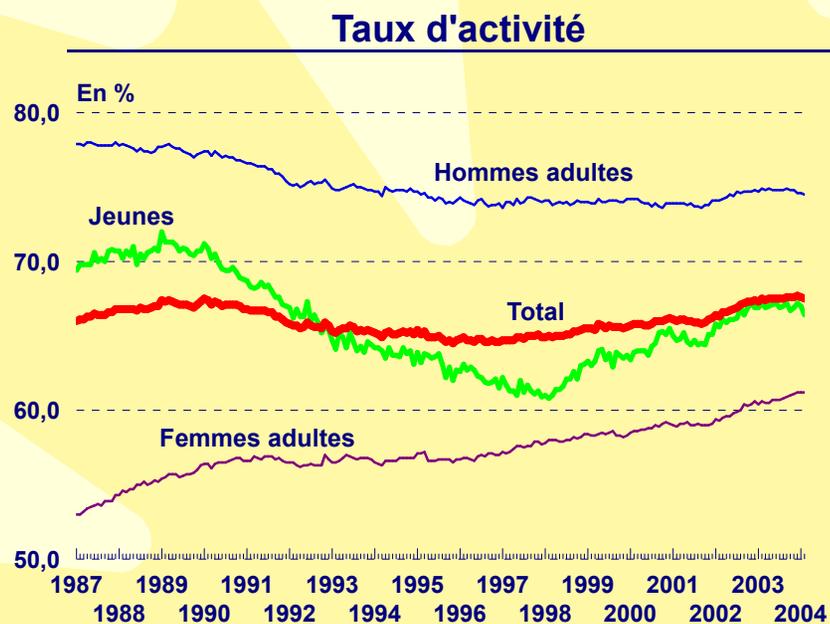
Après dix hausses mensuelles consécutives, la population active a perdu 22 000 membres en février. Le taux d'activité s'est fixé à 67,5 %, seulement 0,2 point de pourcentage de moins que le niveau record de décembre, soit 67,7 %.

Chez les hommes adultes, le taux a régressé pour passer à 74,5 %, soit un peu moins que le sommet enregistré en septembre 2003 (74,9 %).

Chez les femmes adultes, le taux d'activité est resté au niveau record de 61,2 % en février.

Le taux d'activité des 55 ans et plus n'a cessé de s'accroître depuis le milieu de 2001, atteignant des niveaux supérieurs à 30 %, soit le taux d'activité le plus élevé depuis 1980.

Après s'être hissé à un niveau sans précédent, soit 67,2 % en décembre, le taux d'activité chez les jeunes a fléchi pour un deuxième mois de suite et s'est établi à 66,4 % en février.



Source : Statistique Canada.

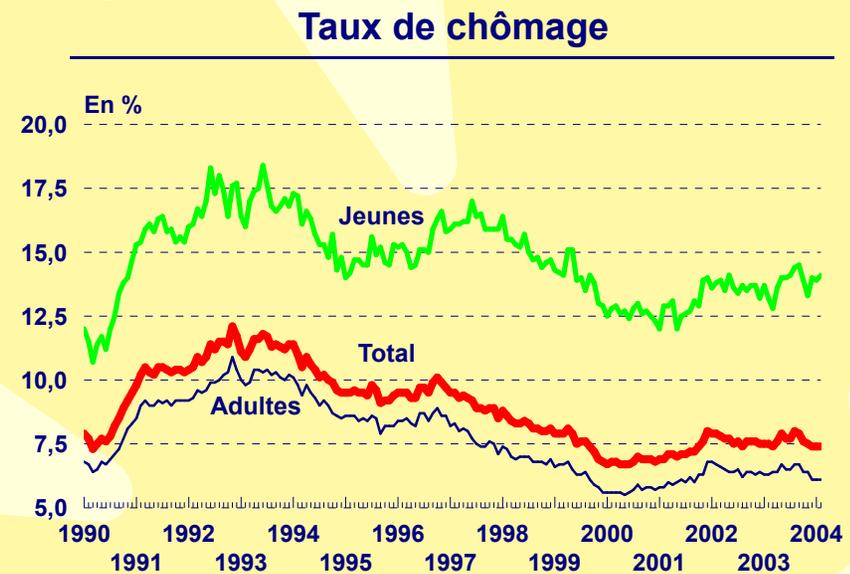
...et le taux de chômage reste stable à 7,4 %

Pour un troisième mois de suite, le taux de chômage est resté à 7,4 % en février.

Le taux de chômage chez les jeunes s'est accru en février pour passer à 14,1 %, dans le sillage d'un repli marqué de l'emploi (28 000) et d'une diminution de la population active.

Le taux de chômage chez les adultes est resté à 6,1 % pour un troisième mois de file. Le taux de chômage était de 6,3 % chez les hommes et de 5,8 % chez les femmes.

- La croissance de l'emploi à temps plein s'est poursuivie chez les femmes adultes (20 000), alors que les hommes adultes ont perdu 13 000 emplois.



Source : Statistique Canada.

Les pertes d'emplois en Colombie-Britannique annulent les hausses observées dans les autres provinces...

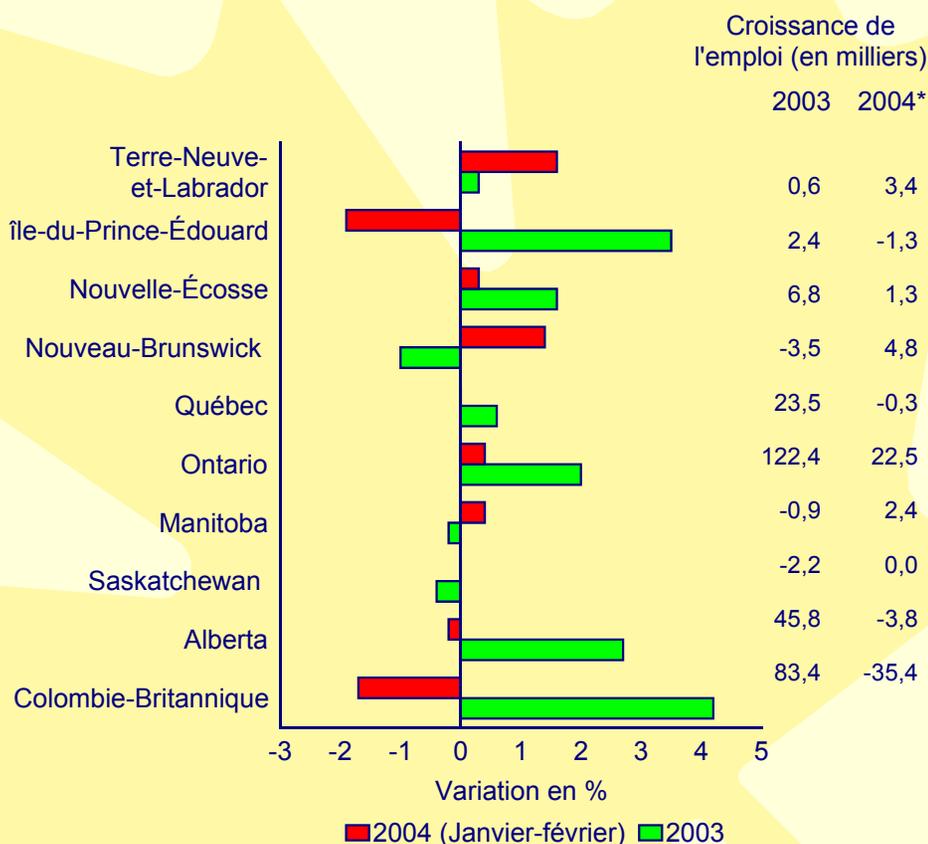
Après avoir vivement progressé au quatrième trimestre de 2003 en Colombie-Britannique, l'emploi a reculé (-36 000) en février, surtout chez les hommes adultes et les jeunes et, en particulier, dans le commerce de détail et la construction. L'emploi s'est accru dans les trois autres provinces de l'Ouest, l'Alberta affichant la plus forte hausse (4 000).

En février, l'Ontario a enregistré une hausse de l'emploi (5 000) pour un troisième mois consécutif, étant donné que les gains dans le transport, l'entreposage, le commerce de détail et de gros ont plus que compensé les pertes subies dans les soins de santé et l'assistance sociale.

Au Québec, l'emploi n'a pratiquement pas changé en février, les hausses observées dans le commerce de détail et de gros ayant annulé la baisse subie dans la construction.

On compte 2 000 emplois de plus dans les provinces atlantiques, la Nouvelle-Écosse arrivant au premier rang avec 4 200 emplois de plus. L'emploi a également progressé au Nouveau-Brunswick, mais il a fléchi à Terre-Neuve-et-Labrador et à l'île-du-Prince-Édouard.

Croissance de l'emploi par province



*Il s'agit de données cumulatives pour l'année 2004 (janvier-février).
Source : Statistique Canada.

...et les taux de chômage évoluent différemment selon les provinces

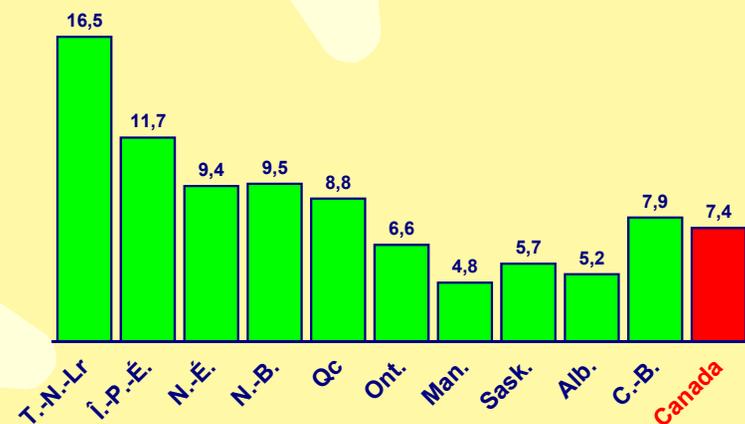
En février, la forte diminution de l'emploi a fait grimper le taux de chômage en Colombie-Britannique (0,6 point de pourcentage) et à l'Île-du-Prince-Édouard (0,9), alors que hausse de la population active est responsable de la progression des taux en Saskatchewan (0,1) et en Alberta (0,2).

Le taux de chômage a reculé en Nouvelle-Écosse (0,3), grâce à une hausse de l'emploi, ainsi qu'au Nouveau-Brunswick (0,9), au Québec (0,3) et au Manitoba (0,4), grâce à une réduction de la population active.

Les taux de chômage sont restés les mêmes en Ontario et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Taux de chômage : février 2004

En %, données désaisonnalisées



Source : Statistique Canada.

L'emploi diminue dans le secteur des biens en février

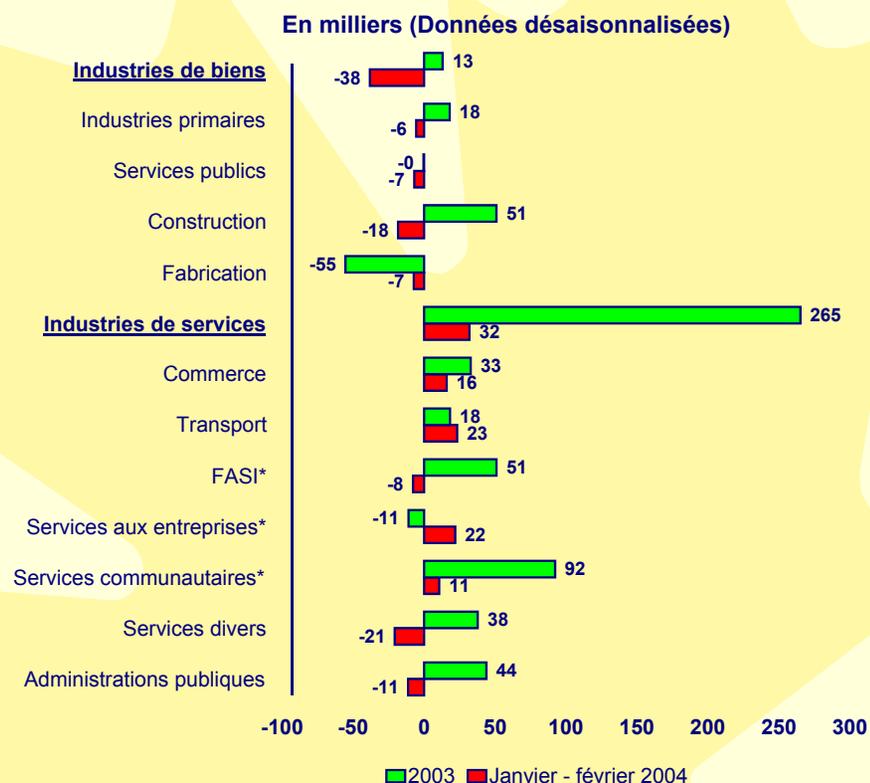
Pour février, on compte 21 000 emplois de moins dans le secteur des biens, ce qui porte à 38 000 le nombre d'emplois perdus depuis le début de l'année.

- Le recul est attribuable à une baisse de l'emploi dans le secteur de la fabrication (12 000) et à un deuxième recul de suite dans la construction (7 000).

Dans le secteur des services, l'emploi n'a pratiquement pas évolué en février, après avoir augmenté en janvier (31 000).

- Les hausses les plus importantes ont été le fait du transport et du commerce, tandis que les pertes les plus grandes ont été observées dans la santé et les services sociaux ainsi que dans la finance, les assurances, les services immobiliers et de location.

Croissance de l'emploi par industrie



*FASI : Finance, assurances, services immobiliers et services de location à bail
Services aux entreprises : Services de gestion, services administratifs, professionnels, scientifiques et techniques.
Services communautaires : Services d'enseignement, soins de santé et assistance sociale.

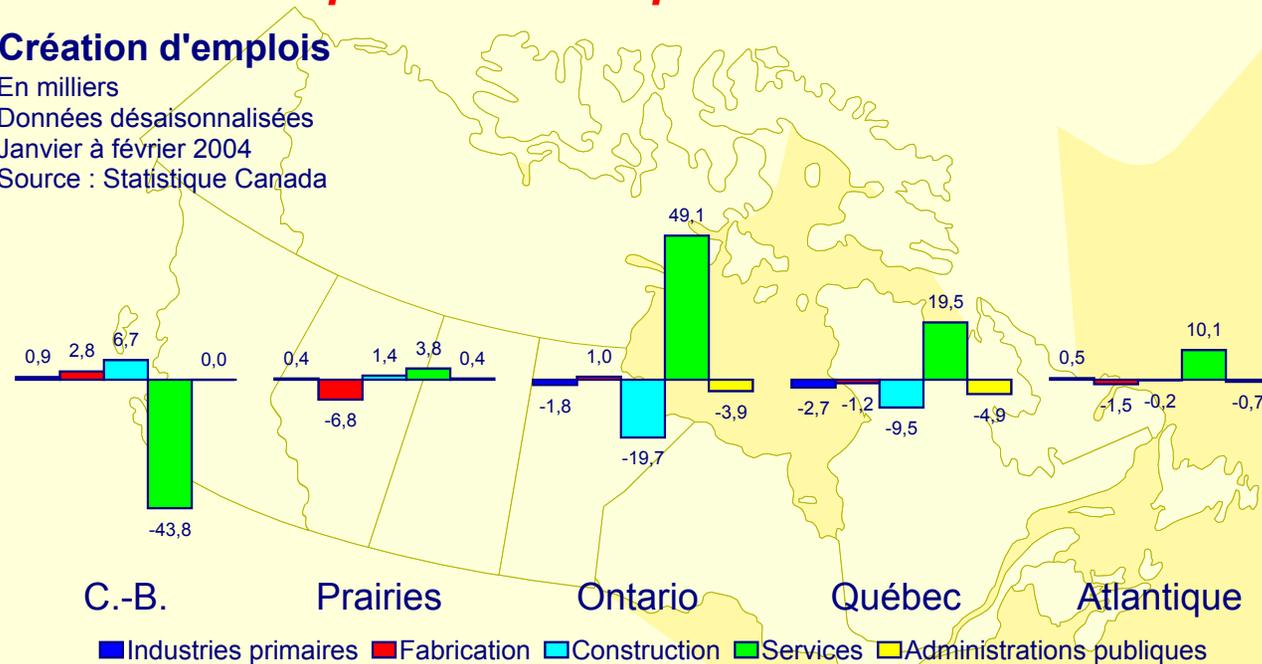
Source : Statistique Canada.

D-7

L'Ontario et le Québec arrivent en tête des gains d'emplois dans le secteur des services pour les deux premiers mois de 2004

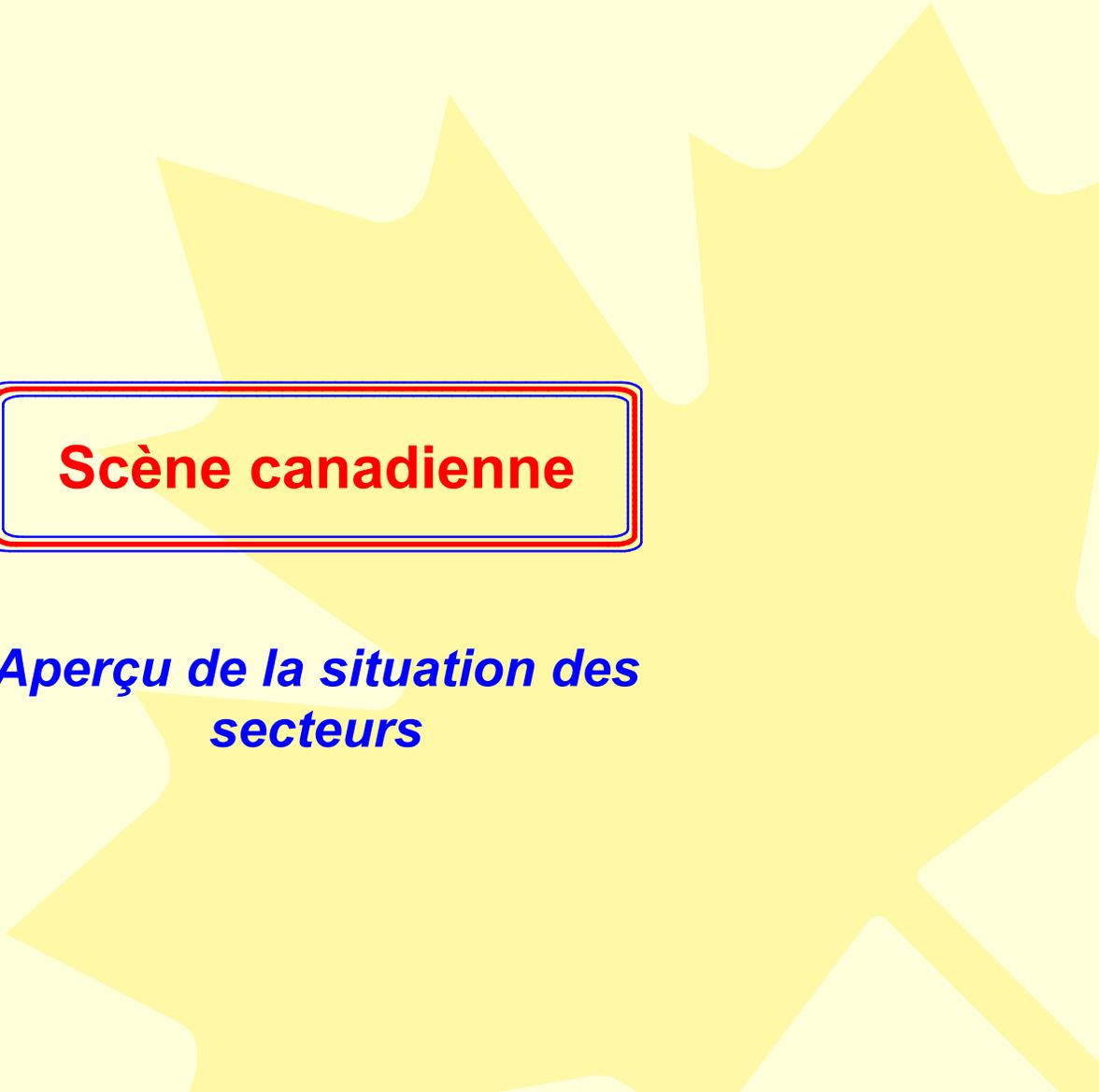
Création d'emplois

En milliers
Données désaisonnalisées
Janvier à février 2004
Source : Statistique Canada



En cumul annuel, la hausse de l'emploi dans le secteur des services a surtout été observée en Ontario et au Québec, ce qui a annulé le recul marqué en Colombie-Britannique. Par ailleurs, l'Ontario et le Québec ont subi les plus fortes baisses de l'emploi dans les administrations publiques.

Les pertes d'emplois dans la construction ont été concentrées en Ontario et au Québec, ce qui a plus que compensé les gains récoltés en Colombie-Britannique et dans les Prairies. La diminution du nombre d'emplois manufacturiers dans les Prairies, la région atlantique et au Québec a annulé les légers gains enregistrés en Colombie-Britannique et en Ontario. Le recul de l'emploi dans les industries primaires au Québec et en Ontario a été plus important que la légère hausse observée en Colombie-Britannique, dans les Prairies et dans la région atlantique.



Scène canadienne

***Aperçu de la situation des
secteurs***

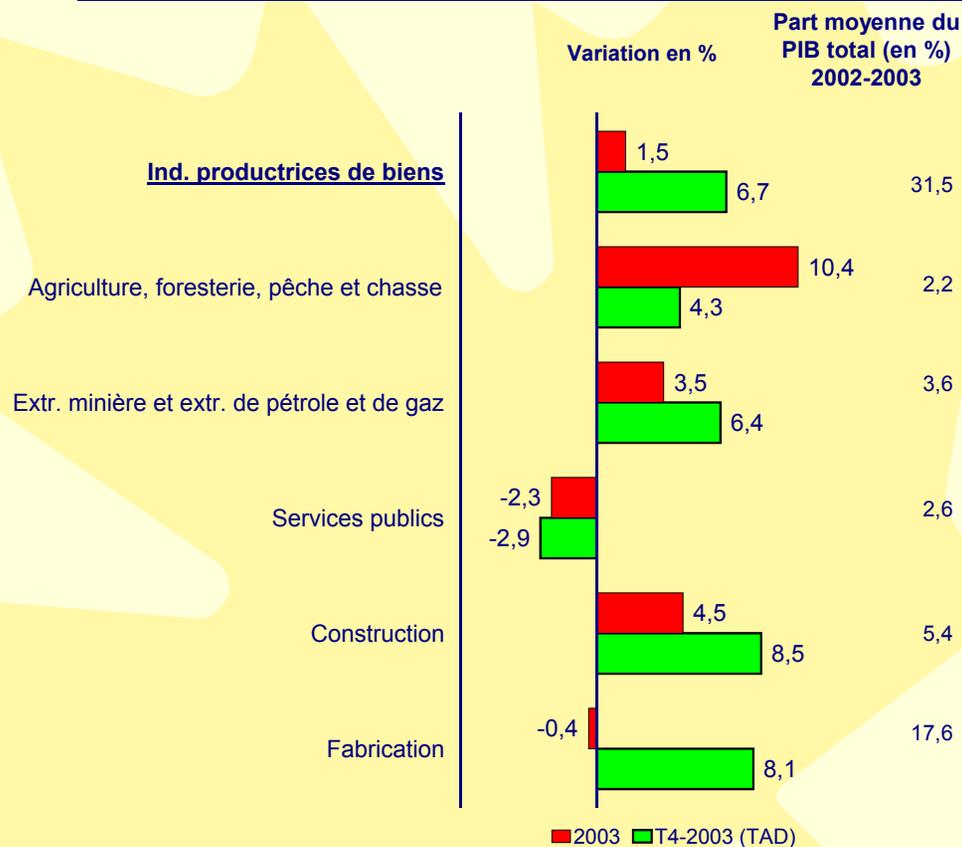
L'année 2003 se termine bien pour la production des industries de biens...

Le PIB réel des industries de biens s'est accru de 6,7 % (taux annuel), après une avance de 1,5 % au troisième. Tous les principaux groupes ont enregistré des hausses, sauf les services publics.

- L'industrie de la construction a avancé de 8,5 % grâce aux faibles taux d'intérêt. Le secteur de la fabrication s'est vivement redressé (8,1 %) après avoir subi les contrecoups de la panne de courant en Ontario au troisième trimestre. La production des industries de l'extraction minière, pétrolière et gazière a augmenté de 6,4 %, sous l'impulsion de la hausse des prix, qui a stimulé la production pétrolière et gazière. Touchée aux trimestres précédents par un conflit de travail, la production de l'industrie de l'extraction de minerais métalliques a rebondi.

Malgré de bons résultats vers la fin de l'année, le secteur des biens a vu sa production s'accroître de 1,5 % seulement en 2003, contre 1,9 % en 2002. Ce ralentissement est attribuable à la contraction de la production des industries de la fabrication et des services publics, laquelle a été freinée par les répercussions du SRAS, de la panne de courant en Ontario et de la vive appréciation du dollar canadien.

Croissance du PIB réel par industrie : T4-2003



Source : Statistique Canada.

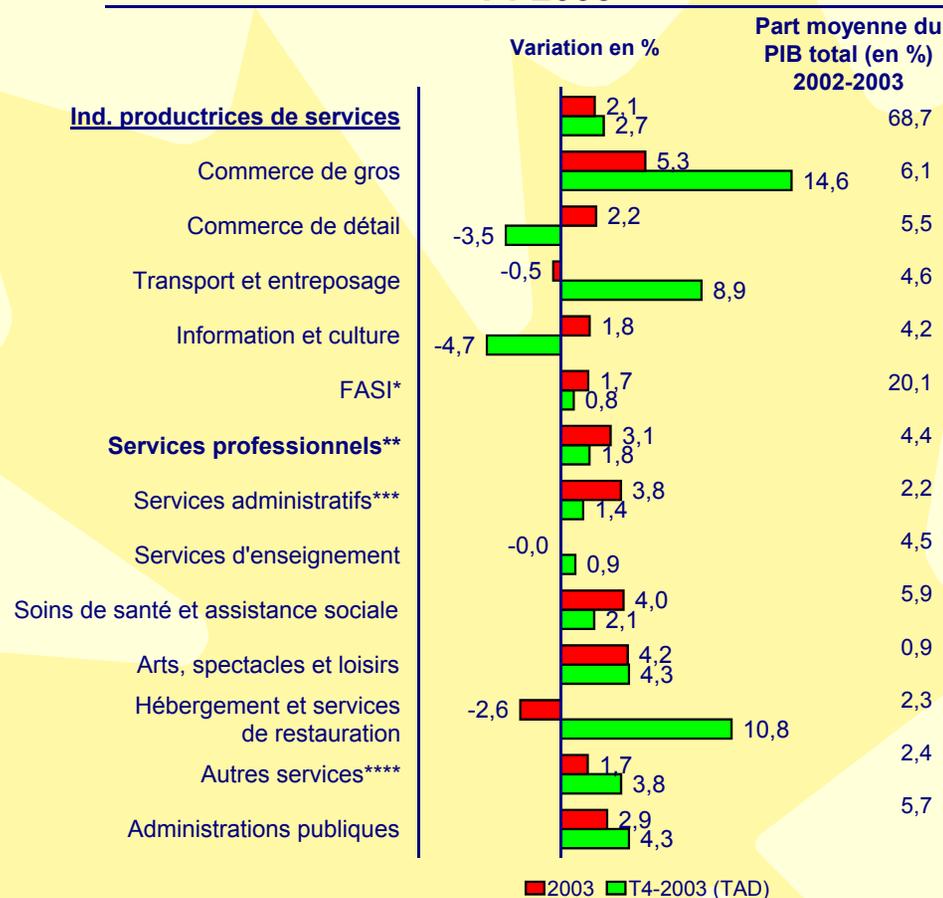
...et les industries de services poursuivent leur croissance

La production du secteur des services a augmenté de 2,7 % (taux annuel) au quatrième trimestre, par rapport à 2,1 % au troisième. Ont affiché des hausses 11 des 13 principaux groupes.

- Grâce à l'accroissement de la production du secteur de la fabrication, l'activité s'est intensifiée pour les grossistes et l'industrie du transport et de l'entreposage. Profitant de l'appréciation du dollar canadien, l'industrie du transport aérien s'est remise des revers que lui ont infligés le SRAS et la guerre en Irak.

Avec 10 des 13 groupes enregistrant des gains en 2003, la production du secteur des services a progressé de 2,1 %, soit la moitié du rythme observé en 2002. L'hébergement et les services de restauration (-2,6 %) ont subi la plus forte baisse en raison du SRAS et de la guerre en Irak au début de l'année, en dépit d'une remontée appréciable au quatrième trimestre.

Croissance du PIB réel par industrie : T4-2003



* Comprend finance et assurances, services immobiliers et services de location et de location à bail, gestion de sociétés et d'entreprises.

** Comprend services professionnels, scientifiques et techniques.

*** Comprend services administratifs, services de soutien, services de gestion des déchets et services d'assainissement.

**** Sauf les administrations publiques.

E-2

Source : Statistique Canada.

Les bénéfices d'exploitation des entreprises atteignent des niveaux records en 2003

Les bénéfices des entreprises ont augmenté de 3,3 % au quatrième trimestre, après avoir connu une avance semblable au troisième. Ils ont progressé durant sept des huit derniers trimestres.

- Les bénéfices des sociétés non financières avec, en tête, les industries de l'extraction minière, du transport et de l'entreposage, d'autres services, des services publics ainsi que des services immobiliers, de location et de location à bail ont progressé de 2,5 % (0,7 milliard de dollars). Les bénéfices des fabricants étaient supérieurs de 2,0 % à ceux du troisième trimestre, mais inférieurs de 16,9 % à ceux d'il y a un an. Les bénéfices des sociétés pétrolières et gazières ont reculé en raison de la baisse des prix du pétrole, par rapport au sommet qu'ils avaient enregistré au premier trimestre.

Les bénéfices des sociétés financières ont crû de 5,5 %, grâce à la hausse des bénéfices des sociétés d'intermédiation financière avec dépôt (10,6 %), qui les a fait passer à 5,4 milliards de dollars, et à la hausse des bénéfices des assureurs (6,3 %).

En 2003, les entreprises canadiennes ont réalisé des bénéfices records, soit 168,3 milliards de dollars (15,1 % de plus). Les bénéfices ont augmenté dans 16 des 24 industries, notamment les producteurs de pétrole et de gaz (61,2 %) et les banques à charte (58,1 %). Les fabricants ont perdu l'avance prise en 2002.

Bénéfices d'exploitation des entreprises T4-2003

	Niveau T4-2003 (M\$)	Différence	
		T3-03-T4-03 (M\$)	T4-02-T4-03 (En %)
Total - Ensemble des industries	42 854	1 352	3,3
Total - Industries non financières	31 770	772	2,5
Agriculture, foresterie, pêche et chasse	399	-27	-6,3
Combustibles minéraux	4 141	-447	-9,7
Mines, sauf combustibles minéraux	569	174	44,1
Services publics	1 003	99	11,0
Construction	711	-64	-8,3
Industries manufacturières	8 283	163	2,0
Commerce de gros	3 571	166	4,9
Commerce de détail	2 771	111	4,2
Transport et entreposage	1 250	261	26,4
Ind. de l'information et ind. culturelle	2 113	-173	-7,6
Imm., location et location à bail	3 966	328	9,0
Services professionnels et scientifiques	784	65	9,0
Gestion de sociétés	2 423	-46	-1,9
Autres services aux entreprises	568	28	5,2
Services d'enseignement	-25	-1	4,2
Soins de santé et assistance sociale	609	-13	-2,1
Arts, spectacles et loisirs	157	7	4,7
Hébergement et restauration	410	1	0,2
Autres services	491	95	24,0
Total - Industries financières	11 084	580	5,5
Intermédiation fin. (avec dépôt)	5 404	518	10,6
Intermédiation fin. (sans dépôt)	1 330	-18	-1,3
Assureurs	1 876	111	6,3
Fonds et autres instruments fin.	6 473	2 661	nd
Autres intermédiaires financiers	2 475	-29	-1,2

Source : Statistique Canada.

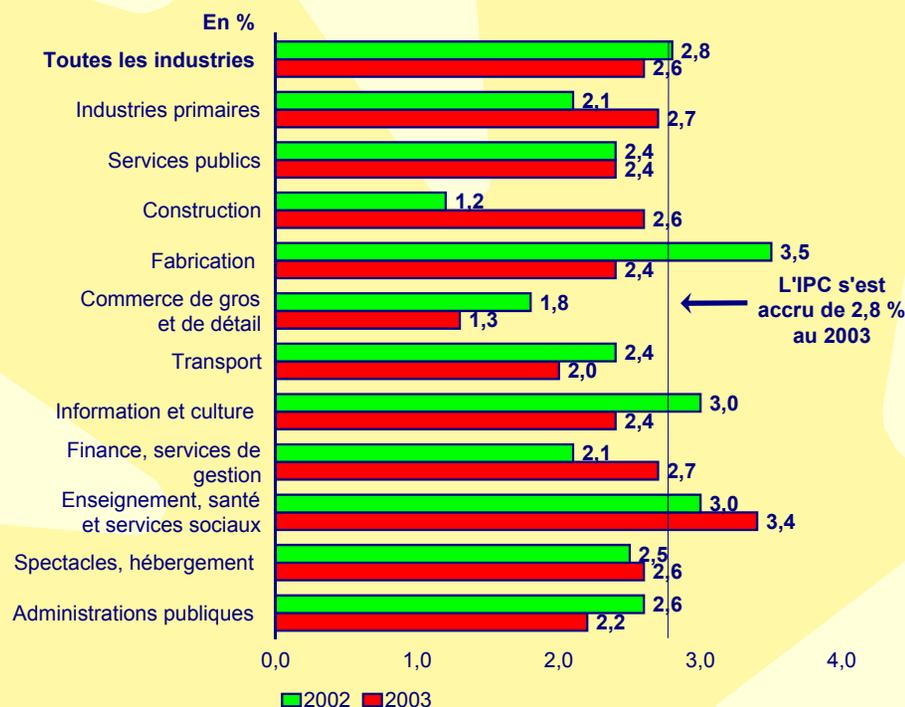
Les règlements salariaux diminuent en 2003

Les règlements salariaux se sont établis en moyenne à 2,6 % en 2003 contre 2,8 % en 2002.

- Les hausses salariales du secteur privé ont atteint 1,5 % en 2003 comparativement à 2,5 % en 2002. Dans le secteur public, elles se sont fixées en moyenne à 2,9 % les deux années. La baisse observée dans le secteur privé est attribuable, en partie, aux règlements moins élevés dans le commerce de détail et au gel salarial ou réduction de salaire prévu dans trois conventions importantes des employés d'Air Canada. Outre ces conventions, les hausses salariales moyennes du secteur privé pour 2003 se sont établies à 2,0 %.
- Les règlements les plus élevés sont ceux qui visent l'enseignement, la santé et les services sociaux (3,4 %) et les plus faibles, le commerce (1,3 %).

Les hausses salariales ont été plus importantes en Ontario et en Nouvelle-Écosse (3,3 %) et plus faibles en Colombie-Britannique (1,3 %).

Règlements salariaux par industrie



Rajustement annuel moyen effectif des taux de rémunération de base dans les principales conventions collectives.

Source : Développement des ressources humaines Canada.

Le taux d'utilisation de la capacité fait un bond inégalé en près d'une décennie

Le taux d'utilisation de la capacité a gagné 1,6 point de pourcentage pour se situer à 82,9 % au quatrième trimestre. Cette avance est attribuable à l'accroissement de la production de certaines industries exportatrices.

Dans le secteur de la fabrication, le taux d'utilisation de la capacité a grimpé de 2,1 points pour se fixer à 84,0 %, après avoir enregistré quatre baisses consécutives.

- Des 21 groupes industriels, 16 ont connu des hausses, notamment les industries de la première transformation des métaux, des produits informatiques et électroniques, de la fabrication de vêtements et des produits en caoutchouc et en plastique.

Dans les industries autres que de fabrication, les taux d'utilisation ont augmenté dans les industries de la foresterie et de l'exploitation forestière, de l'extraction minière, pétrolière et gazière et de la construction. Seule l'industrie de la production, de la transmission et de la distribution d'énergie électrique a connu un recul.

En 2003, le taux d'utilisation de la capacité a fléchi de 0,3 point pour s'établir à 82,0 %. Seules les industries de la foresterie et de l'exploitation forestière ainsi que de l'extraction minière, pétrolière et gazière ont affiché des taux plus élevés.

Utilisation de la capacité¹ : industries productrices de biens non agricoles

	Niveau (en %)		Variation (en %)		Moyenne sur 10 ans
	T4-2003	T/T	A/A		
Total - industries	82,9	1,6	0,3		82,7
Foresterie et exploitation forestière	91,2	3,4	3,3		82,6
Extr. minière et extr. de pétrole et de gaz	72,2	1,6	3,4		76,1
Énergie électrique *	83,9	-0,9	-4,8		84,5
Construction	86,7	0,7	0,5		83,7
Total - fabrication	84,0	2,1	0,1		83,8
Aliments	80,0	1,8	-0,5		80,6
Boissons et produits du tabac	74,2	-0,3	-3,4		80,5
Usines de textiles	71,0	-2,2	-5,4		80,9**
Usines de produits textiles	74,9	-2,1	-9,2		79,7**
Fabrication de vêtements	76,2	3,0	-10,9		82,7
Produits en cuir et produits analogues	65,1	-1,6	-5,2		74,8
Produits en bois	96,9	2,3	-0,1		87,5
Papier	90,4	-0,3	-1,9		90,6
Impression et activités connexes de soutien	74,9	2,3	3,8		77,9
Produits du pétrole et du charbon	97,2	1,1	1,3		93,3
Produits chimiques	84,7	2,3	-1,5		82,6
Produits en caoutchouc et en plastique	92,5	2,8	4,2		84,8
Produits minéraux non métalliques	92,5	1,7	6,4		80,4
Première transformation des métaux	97,2	4,7	4,3		90,8
Fabrication de produits métalliques	83,0	2,7	1,2		81,1
Machines	78,1	1,2	-3,2		81,1
Produits informatiques et électroniques	71,5	3,3	5,7		79,9
Matériel électrique	71,0	1,7	-2,5		82,9
Matériel de transport	86,5	1,9	-0,2		86,4
Meubles et de produits connexes	75,9	0,5	-5,1		81,5
Activités diverses de fabrication	81,0	4,5	-3,2		81,7

* Production, transmission et distribution de l'énergie électrique.

** Selon les données disponibles entre le T1 de 1997 et le T4 de 2003.

1 Les taux d'utilisation de la capacité remontant au premier trimestre de 2001 ont été révisés de manière à tenir compte des révisions apportées aux données de base.

Source : Statistique Canada.

E-5



Scène canadienne

Productivité et compétitivité

La productivité du travail fléchit au quatrième trimestre...

La productivité du travail du secteur canadien des entreprises a reculé de 1,1 % (taux annuel) au quatrième trimestre, en raison d'une hausse plus importante du nombre d'heures travaillées (4,3 %) que de la production (3,5 %).

En 2003, la productivité n'a pratiquement pas changé puisque la production a augmenté à peu près au même rythme (1,5 %) que le nombre d'heures travaillées. Il s'agit des plus faibles résultats depuis la baisse de 0,2 % enregistrée en 1996.

Aux États-Unis, la productivité du travail du secteur des entreprises s'est accrue de 2,0 % au quatrième trimestre, étant donné que la production a augmenté (3,9 %) davantage que le nombre d'heures travaillées (1,9 %).

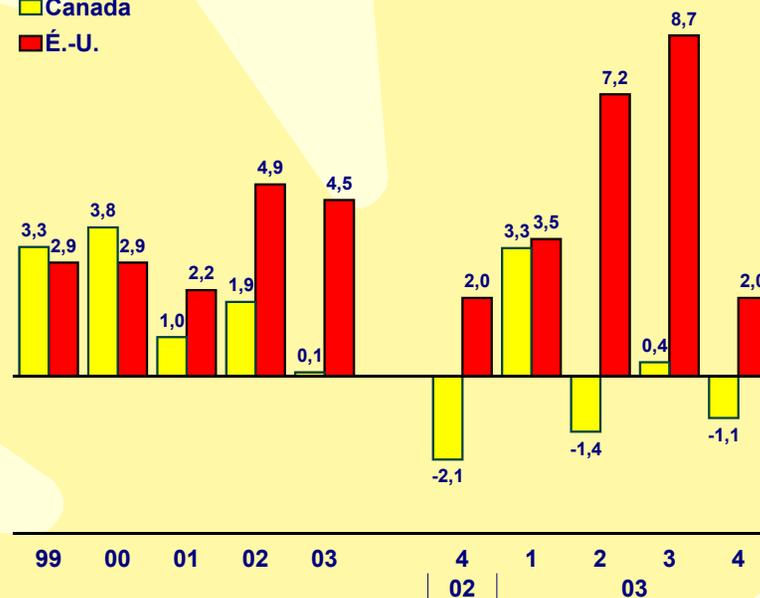
Pour l'ensemble de 2003, la productivité s'est accrue de 4,5 % aux États-Unis, grâce à une hausse de la production (3,7 %) et à une diminution du nombre d'heures travaillées (-0,8 %).

Croissance de la productivité

Variation en %, TAD

Canada

É.-U.



Source : Calculs d'Industrie Canada.

...et les coûts unitaires de main-d'oeuvre diminuent

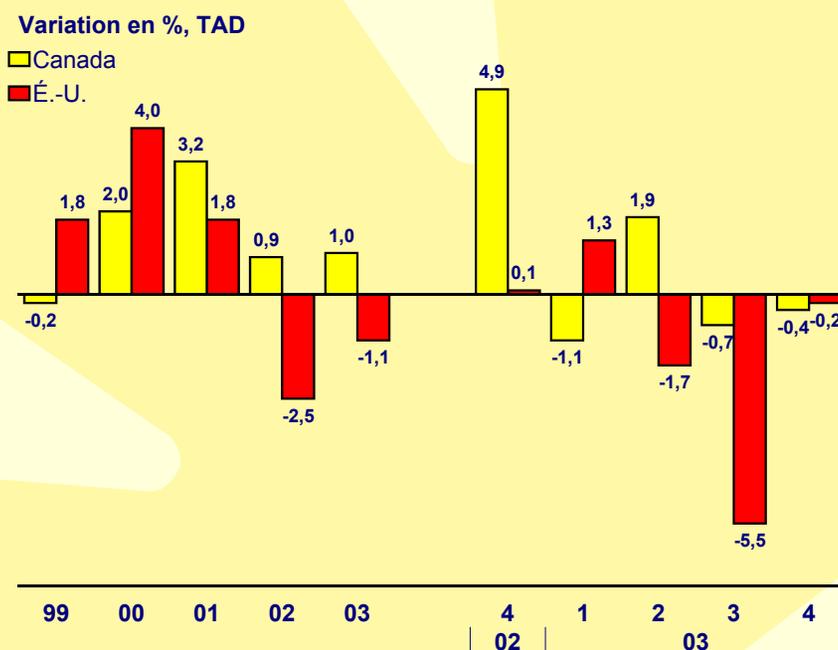
Les coûts unitaires de main-d'oeuvre se sont repliés de 0,4 % (taux annuel) au quatrième trimestre puisque la baisse des salaires horaires (-1,3 %) a été légèrement plus grande que la réduction de la productivité.

Toutefois, pour l'ensemble de 2003, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont augmenté de 1,1 %, étant donné que la faible croissance de la productivité n'a pas suffi à annuler l'augmentation des salaires (1,2 %).

Aux États-Unis, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont encore diminué (-0,2) au quatrième trimestre, mais plus lentement qu'aux deux trimestres précédents. La productivité du travail était légèrement supérieure à la rémunération horaire (1,8 %).

En 2003, les coûts unitaires de main-d'oeuvre ont diminué de 1,1 % aux États-Unis. Il s'agit d'une deuxième baisse annuelle consécutive.

Croissance des coûts unitaires de main-d'oeuvre *



*Pour le secteur des entreprises.

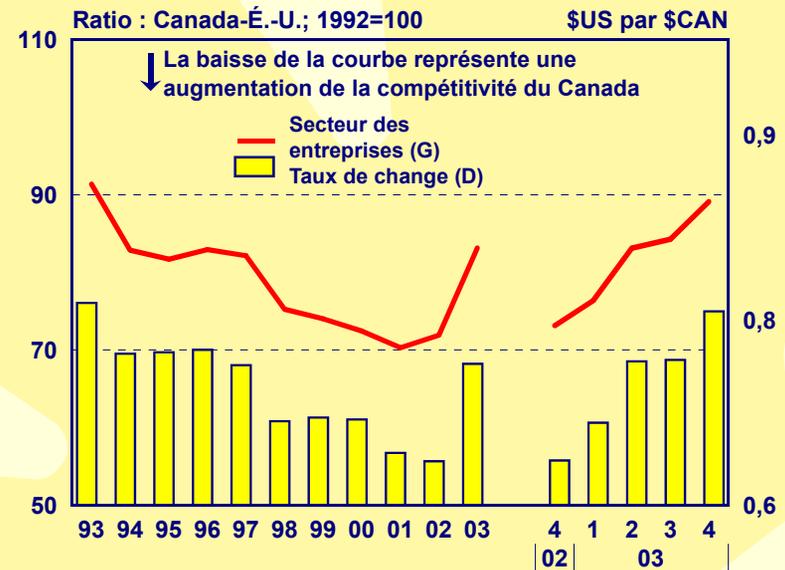
Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur des données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada.

La compétitivité des entreprises canadiennes se détériore

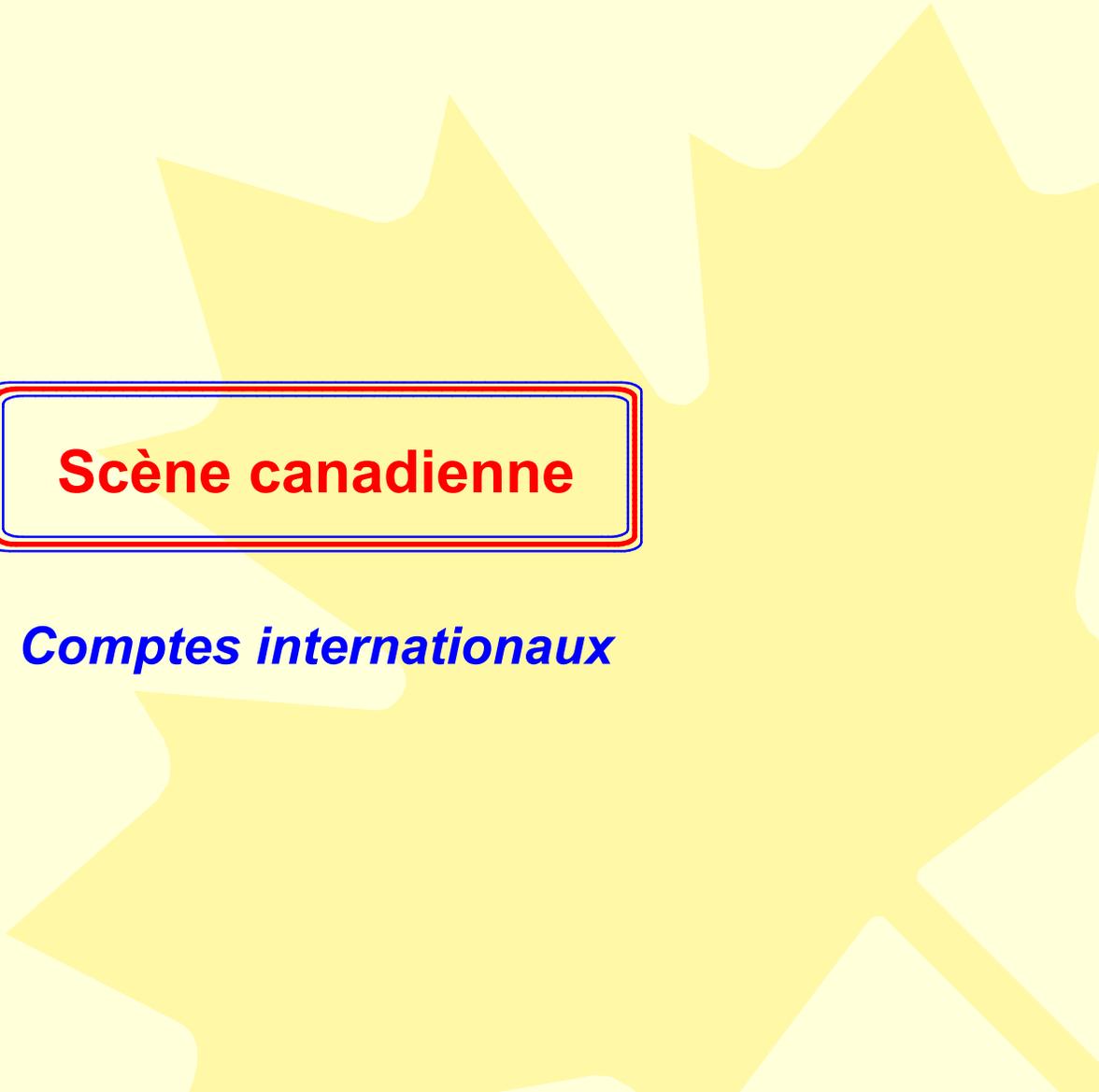
La compétitivité des entreprises canadiennes par rapport à celle des entreprises américaines s'est, une fois de plus, détériorée au quatrième trimestre, en raison de la vive appréciation du dollar canadien (5,8 %) et de la plus forte productivité du travail aux États-Unis.

La compétitivité du Canada a beaucoup diminué en 2003, après avoir légèrement fléchi en 2002. Alors que recul de 2002 était entièrement attribuable à la plus grande productivité des États-Unis, celui de 2003 est attribuable à la fois à l'appréciation marquée du dollar canadien et à la croissance plus importante de la productivité aux États-Unis.

Comparaison des coûts unitaires de main-d'oeuvre (en \$US)



Source : Calculs d'Industrie Canada fondés sur des données du Bureau of Labor Statistics des États-Unis et de Statistique Canada.



Scène canadienne

Comptes internationaux

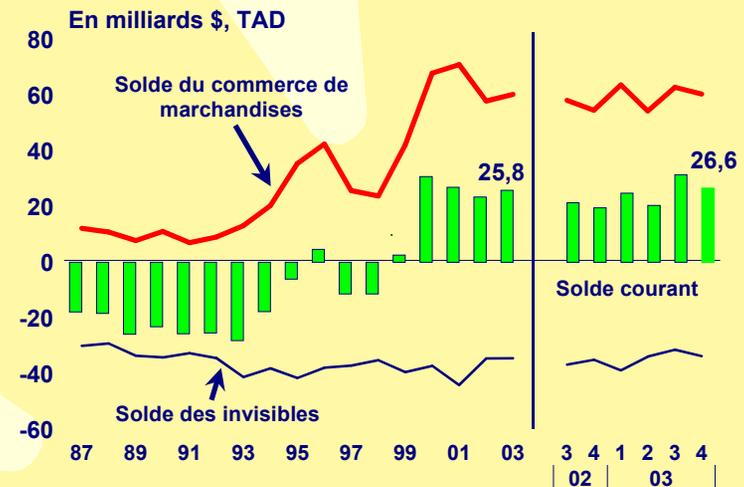
L'excédent au compte courant diminue au quatrième trimestre...

L'excédent au compte courant du Canada a fléchi de 1,2 milliard de dollars pour s'établir à 6,7 milliards (26,6 milliards, taux annuel) au quatrième trimestre.

- Ce repli est attribuable à la réduction de l'excédent au titre du commerce des marchandises et à la hausse du déficit au titre des revenus de placements.

En 2003, l'excédent au compte courant s'est hissé à 25,8 milliards de dollars. À la baisse du déficit au titre des revenus de placements s'est ajoutée la hausse de l'excédent au titre du commerce des marchandises, puisque les importations ont fléchi davantage que les exportations.

Solde courant et soldes commerciaux



Le solde du commerce de marchandises représente les exportations nettes de marchandises.

Le solde des invisibles représente les exportations nettes de services plus les recettes nettes des revenus de placements et les transferts.

Source : Statistique Canada.

...en raison de la baisse de l'excédent du commerce des marchandises et de la hausse du déficit au titre des revenus de placements

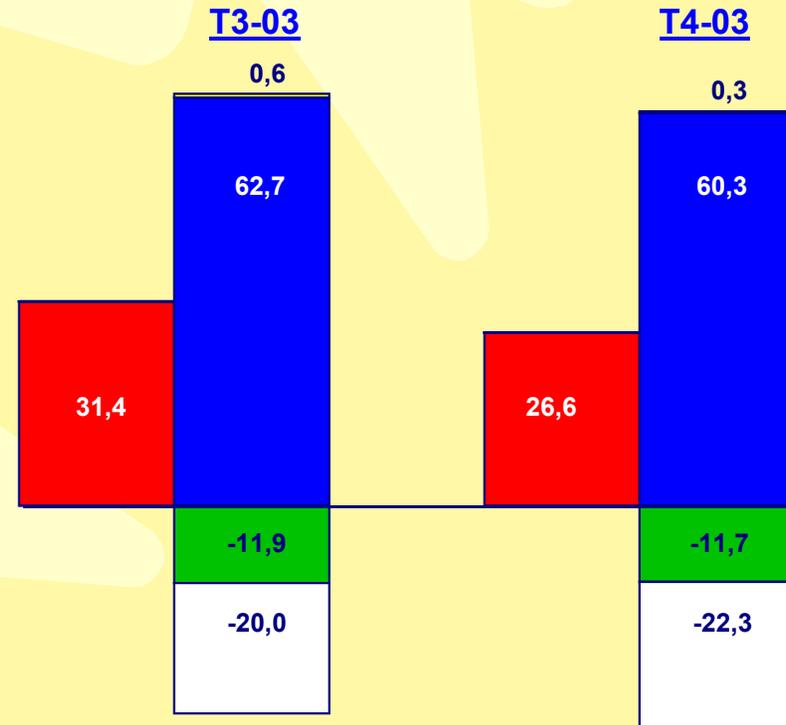
L'excédent du commerce des marchandises s'est établi à 15,1 milliards (60,3 milliards, taux annuel) au quatrième trimestre, soit 0,6 milliard de moins qu'au trimestre précédent. Les exportations ont fléchi alors que les importations ont augmenté.

Par ailleurs, le déficit au chapitre des services s'est replié de moins de 0,1 milliard de dollars pour se fixer à 2,9 milliards. C'est dans l'industrie du voyage que la situation a le plus changé. Les dépenses relatives aux voyages à l'étranger ont contribué à la hausse du déficit de 0,2 milliard de dollars.

En outre, le déficit relatif aux revenus de placements s'est accru de 0,6 milliard de dollars pour se fixer à 5,6 milliards, étant donné que les bénéfices versés aux investisseurs canadiens à l'étranger ont diminué, surtout ceux des secteurs de l'énergie, de la finance et des assurances.

Principales composantes du compte courant

En milliards \$, TAD



- Solde courant
- Solde des opérations de services
- Solde du commerce de marchandises
- Revenus nets de placements

Source : Statistique Canada.

Les exportations de marchandises continuent de diminuer, mais plus lentement...

En décembre, les exportations de marchandises ont augmenté de 3,6 %, surtout celles des produits automobiles (+8,0 %) et des biens et matériaux industriels (+6,8 %). Les exportations de produits automobiles ont affiché leur deuxième taux de croissance en importance de 2003, grâce à la reprise de la production sur plusieurs chaînes de montage. Les exportations de produits forestiers sont les seules à avoir diminué.

Au quatrième trimestre, les exportations de marchandises se sont repliées de 0,3 %, après avoir diminué de 0,6 % au troisième. Les reculs ont été concentrés dans les exportations d'énergie ainsi que de machines et de matériel.

Les exportations de 2003 sont inférieures de 3,2 % à celles de l'année précédente. La baisse est surtout attribuable aux exportations de produits automobiles ainsi que de machines et de matériel. Les produits énergétiques sont les seuls à avoir connu une hausse, à cause de la forte demande et des prix élevés. Les exportations destinées aux États-Unis ont reculé de 4,6 %. Il s'agit du troisième repli annuel consécutif.

Exportations de marchandises, 2003

	En milliards \$	Variation en %, janv.-déc./02 - janv.-déc./03
Total	401,2	-3,2
<u>Par partenaire commercial</u>		
É.-U.	331,1	-4,6
Japon	9,9	-3,8
UE	24,2	6,2
Tous les autres	36,1	5,2
<u>Par principal produit</u>		
Produits de l'agriculture et de la pêche	29,3	-5,2
Produits énergétiques	61,3	23,7
Produits de la forêt	34,5	-7,2
Produits et matériaux industriels	66,6	-5,2
Machines et matériel	89,2	-8,3
Produits automobiles	87,9	-9,4
Autres biens de consommation	17,1	-3,1

Source : Statistique Canada.

...alors que les importations de marchandises augmentent

En décembre, les importations se sont accrues de 0,7 %, en raison de la vive progression des importations d'énergie (+7,0 %) et de biens et matériaux industriels (+1,9 %). Les importations de toutes les grandes catégories ont augmenté, à l'exception des biens de consommation et des produits forestiers.

Au quatrième trimestre, les importations de marchandises se sont accrues de 0,3 % après avoir reculé de 2,9 % au troisième. Viennent au premier rang, les importations de produits automobiles et de biens et matériaux industriels.

En 2003, les importations ont diminué de 4,2 % par rapport à l'année précédente. Les reculs ont surtout été le fait des importations de machines et de matériel et de produits automobiles. D'autre part, la baisse des importations provenant des États-Unis, du Japon et de l'Union européenne a annulé la hausse des importations provenant des autres régions.

Importations de marchandises, 2003

	En milliards \$	Variation en %, janv.-déc./02 - janv.-déc./03
Total	341,4	-4,2
<u>Par partenaire commercial</u>		
É.-U.	239,2	-6,2
Japon	10,7	-9,1
UE	34,9	-3,5
Tous les autres	56,6	5,6
<u>Par principal produit</u>		
Produits de l'agriculture et de la pêche	21,5	-1,2
Produits énergétiques	19,6	18,3
Produits de la forêt	3,0	-3,7
Produits et matériaux industriels	65,1	-5,5
Machines et matériel	98,2	-7,2
Produits automobiles	76,4	-6,3
Autres biens de consommation	46,2	-0,5

Source : Statistique Canada.

Les Canadiens investissent davantage dans les entreprises étrangères

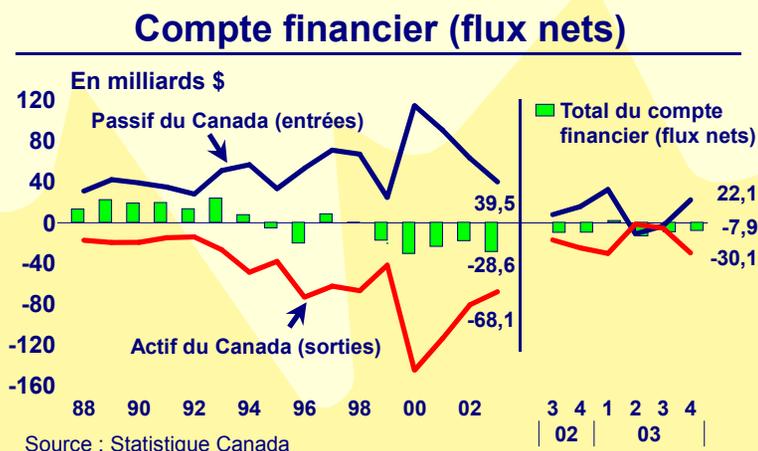
Au quatrième trimestre, les Canadiens ont investi 30,1 milliards de dollars à l'étranger, tandis que les étrangers ont investi 22,1 milliards de dollars au Canada. Pour l'ensemble de 2003, les Canadiens ont investi 68,1 milliards de dollars à l'étranger et les étrangers ont investi 39,5 milliards de dollars au Canada.

Investissements directs

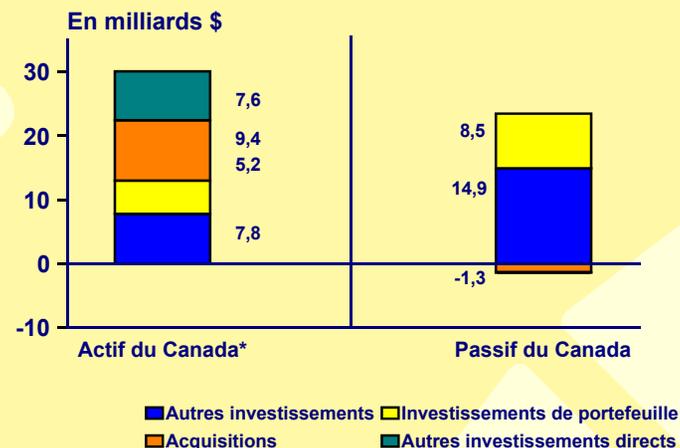
Les investissements directs du Canada à l'étranger ont considérablement augmenté au quatrième trimestre (17,1 milliards de dollars), la plupart étant des acquisitions d'entreprises étrangères dans les domaines de la finance, des assurances, de l'énergie et des minéraux métalliques. Toutefois, ils ont fléchi, passant de 45 milliards de dollars en 2002 à 30 milliards en 2003. Les investisseurs étrangers ont retiré des fonds du Canada (1,3 milliard de dollars) pour un deuxième mois de suite, ce qui a eu pour résultat que les investissements étrangers directs se sont élevés en moyenne à 8,2 milliards de dollars seulement en 2003, contre 32 milliards en 2002, soit le plus bas niveau en dix ans.

Investissements de portefeuille

Les Canadiens ont acheté pour 3,2 milliards de dollars d'actions étrangères. Il s'agit du montant le plus important de 2003. Les investisseurs étrangers ont accru leur portefeuille d'obligations canadiennes de 3,7 milliards de dollars. Ils ont aussi acheté pour 5,2 milliards de dollars d'actions canadiennes, soit un montant semblable à celui du trimestre précédent.

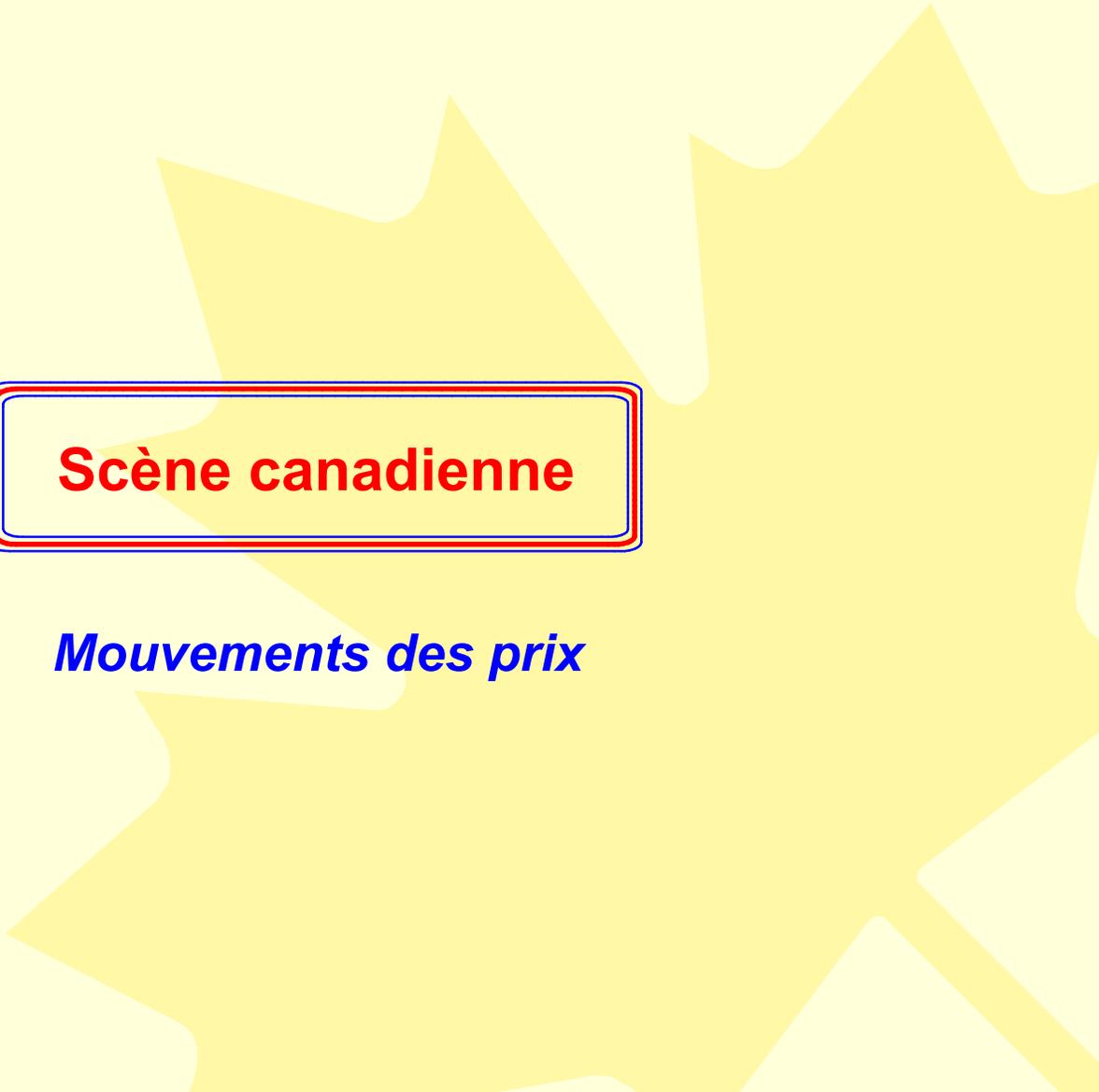


Composantes du compte financier, T4-2003



*Signes renversés de la balance des paiements.
Source : Statistique Canada.

G-5



Scène canadienne

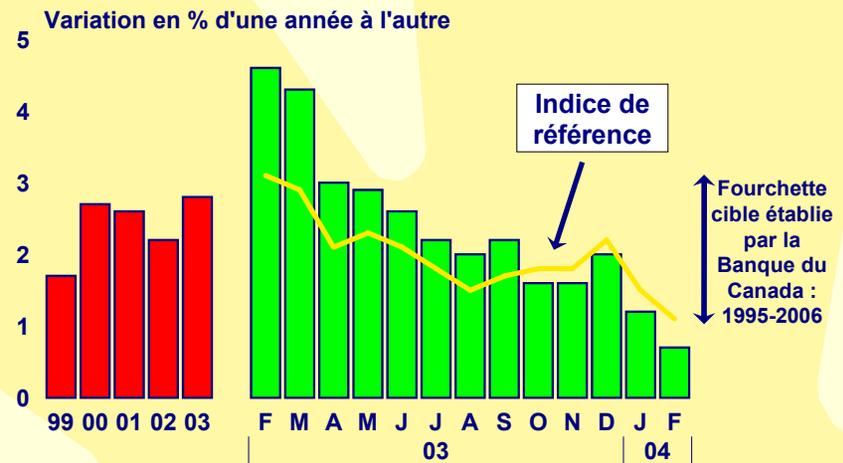
Mouvements des prix

En février, l'inflation chute...

La variation d'une année à l'autre de l'Indice des prix à la consommation (IPC) s'est établie à 0,7 % en février. L'inflation selon l'IPC suit une trajectoire descendante depuis février dernier, au moment où les prix de l'énergie étaient beaucoup plus élevés.

L'inflation mesurée par l'indice de référence, lequel exclut les composantes les plus volatiles de l'IPC global et les impôts indirects et sert de cible aux fins de la politique monétaire, est passée à 1,1 % par rapport à 1,5 % en janvier, soit près de la limite inférieure de la fourchette cible officielle (1 à 3 %).

Indice des prix à la consommation



En mai 2001, la Banque du Canada et le ministère des Finances ont reconduit, jusqu'en 2006, la cible de maîtrise de l'inflation aux fins de la politique monétaire. La Banque a également décidé d'adopter une mesure plus fine de l'inflation tendancielle, établie selon l'indice de référence.

Sont exclus de l'indice de référence, les fruits, les préparations de fruits et les noix, les légumes et les préparations de légumes, l'essence, le mazout, le gaz naturel, les intérêts sur les prêts hypothécaires, le transport interurbain et le tabac, ainsi que l'effet des modifications des impôts indirects.

Source : Statistique Canada et Banque du Canada.

...puisque toutes les composantes de l'indice reculent par rapport à janvier

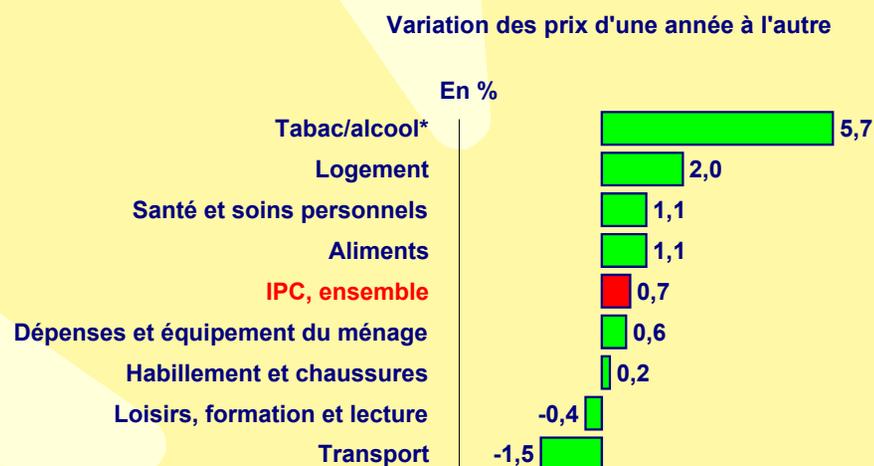
L'inflation selon l'IPC est passée de 1,2 % en janvier à 0,7 % en février, soit le taux le plus bas depuis décembre 2001.

- La baisse des coûts du transport, attribuable surtout à la diminution des prix de l'essence et aux coûts moins élevés à l'achat ou à la location d'automobiles, a exercé une pression à la baisse sur l'inflation.
- L'accroissement des prix de l'alcool et des produits du tabac a été moins forte, comparativement aux majorations de taxes l'an dernier.

Les prix de l'énergie ont reculé de 3,6 %, après avoir baissé de 1,1 % en janvier.

- La légère hausse des prix du gaz naturel a été annulée par la diminution marquée des prix de l'essence et du mazout.
- Outre l'énergie, l'inflation selon l'IPC a reculé, passant de 1,5 % en janvier à 1,1 % en février.

Composantes de l'IPC : février 2004



* Les majorations de taxes provinciales et fédérales sur les ventes de cigarettes qui ont été appliquées entre novembre 2001 et juillet 2002 ont poussé la composante tabac et alcool de l'indice des prix bien au-dessus de son niveau précédent. L'incidence de ces taxes a donc été complètement supprimée en juillet 2003. L'augmentation d'une année à l'autre de cette composante de l'indice entre novembre 2001 et juin 2003 s'est établie entre 9,9 % et 22,8 %.

Source : Statistique Canada.

Les prix des produits industriels diminuent encore en janvier

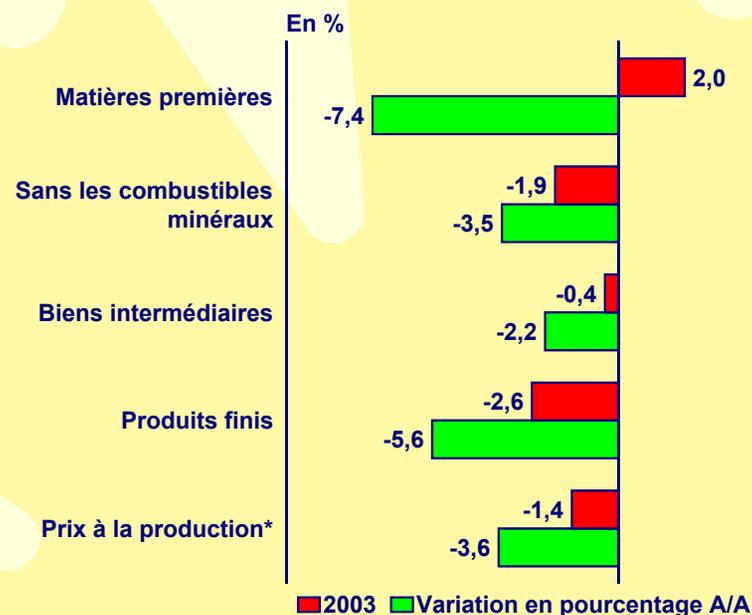
En janvier, les prix ont diminué de 3,6 % d'une année à l'autre. Il s'agit de la dixième baisse mensuelle consécutive des prix des produits industriels — ceux demandés par les producteurs à la sortie de l'usine. L'appréciation du dollar canadien en janvier a encore contribué à faire fléchir les prix.*

- Ont participé le plus à ce repli les prix des véhicules automobiles, des produits du bois, des produits électriques et des communications.
- D'un mois à l'autre, les prix ont augmenté de 0,4 % en janvier, dans la foulée de la hausse des prix du pétrole et du charbon, des métaux de première transformation et du bois-d'oeuvre.

Les prix des matières premières ont reculé de 7,4 % en janvier après avoir baissé de 5,1 % en décembre.

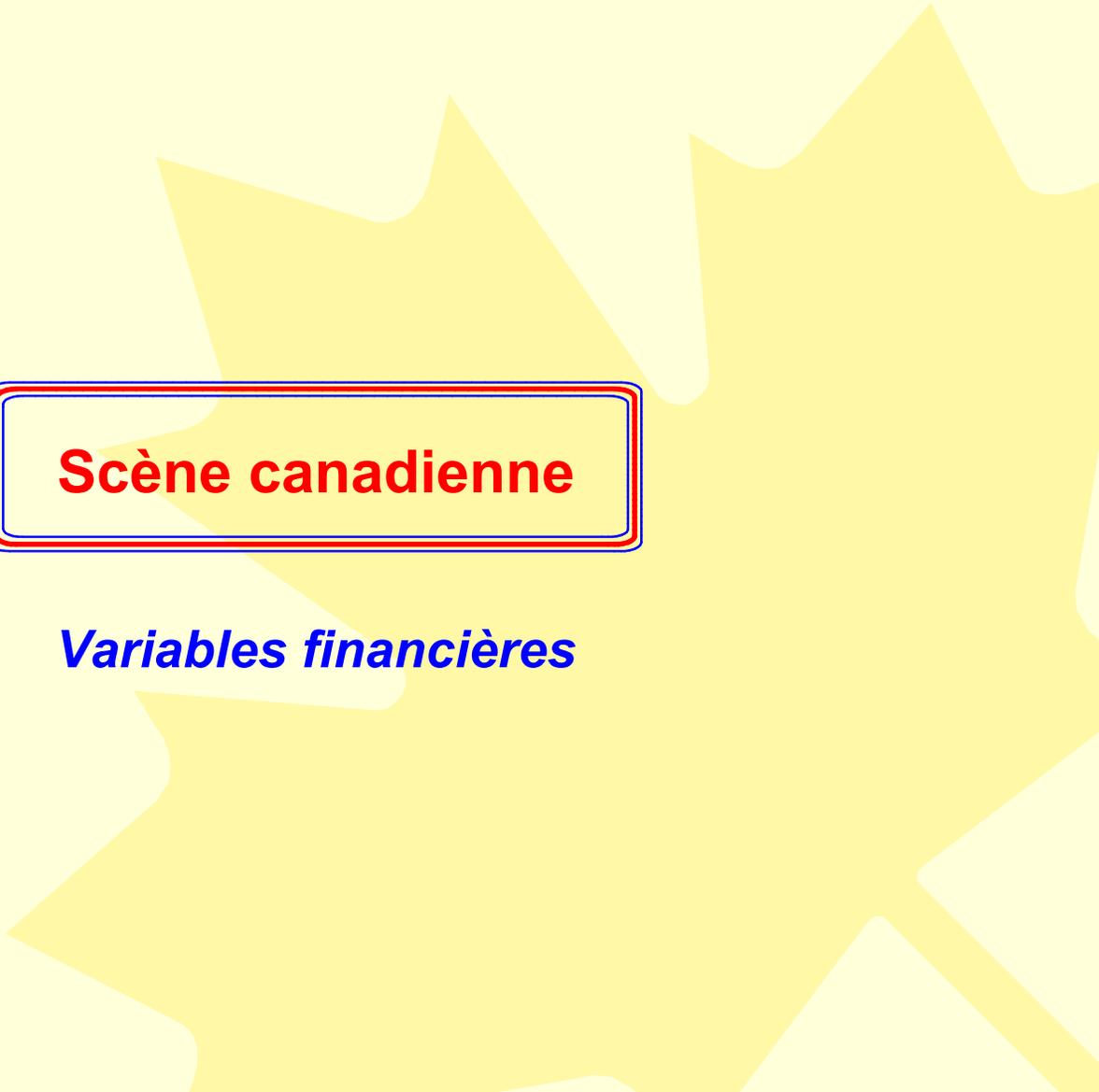
- Les prix du pétrole brut ainsi que des légumes et des produits animaux ont contribué le plus à la diminution d'une année à l'autre des prix des matières premières.
- D'un mois à l'autre, les prix du pétrole brut et des métaux non ferreux ont été principalement à l'origine de la hausse de 2,4 % de l'indice des prix des matières premières.

Chaîne de prix - janvier 2004



* Depuis le début de l'année, l'appréciation du dollar canadien par rapport à la devise américaine s'est traduite par une diminution des prix des fabricants de produits exportés, libellés en dollars US, particulièrement les véhicules automobiles, les pâtes et papiers et les produits du bois. Sans l'effet du taux de change, l'IPPI aurait augmenté de 0,8 %, d'une année à l'autre et d'un mois à l'autre, au lieu d'augmenter de 0,4 % de décembre à janvier.

Source : Statistique Canada.



Scène canadienne

Variables financières

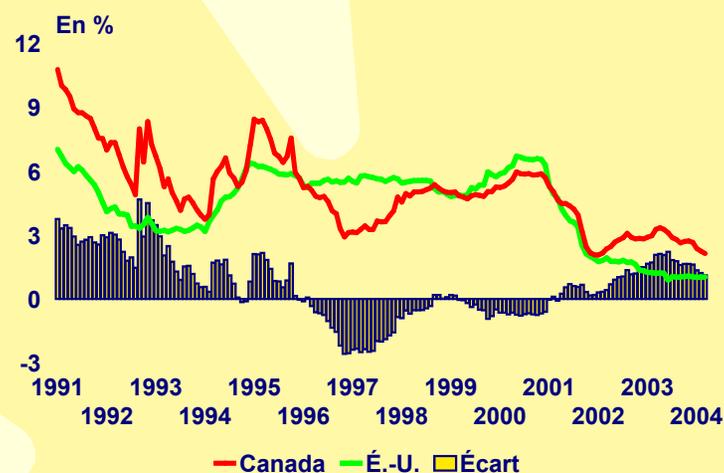
La Banque du Canada continue de réduire les taux d'intérêt pour soutenir l'activité économique

Le 2 mars, la Banque du Canada a réduit de 25 points de base son taux cible du financement à un jour, celui-ci se fixant à 2,25 % afin de soutenir la demande globale et de ramener l'inflation dans la fourchette cible. Depuis juillet dernier, la Banque a amputé, en tout, 100 points de base à son taux cible. On s'attend généralement à ce que la Banque du Canada annonce une nouvelle baisse des taux le 13 avril.

Aux États-Unis, la Réserve fédérale n'a pas modifié son taux des fonds fédéraux (1,0 %), le 16 mars. En raison de la faible inflation et du marché du travail toujours ténu, la Réserve devrait maintenir tels quels les taux d'intérêt à court terme.

À la lumière de ces faits, l'écart entre les taux du papier commercial à 90 jours au Canada et aux États-Unis s'est rétréci d'environ 110 points de base depuis juin, et il s'est établi à environ 111 points de base le 17 mars.

Taux d'intérêt à court terme



Dernières données du graphique : le 17 mars 2004.

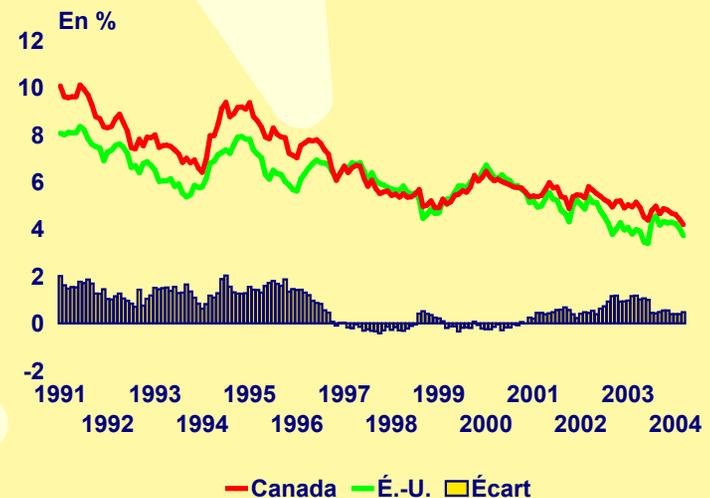
Source : Banque du Canada, papier commercial à 90 jours, dernier mercredi du mois.

Les rendements des obligations diminuent dans le sillage des faibles taux d'intérêt

Les rendements des obligations nord-américaines à long terme suivent une trajectoire descendante depuis les derniers sommets atteints à l'automne de 2003. Cette tendance s'explique par la situation économique plus faible que prévu, surtout au Canada.

- L'écart entre les rendements des obligations à dix ans au Canada et aux États-Unis est resté près des 39 points de base, soit une baisse de 15 points de base depuis novembre dernier.

Taux d'intérêt à long terme



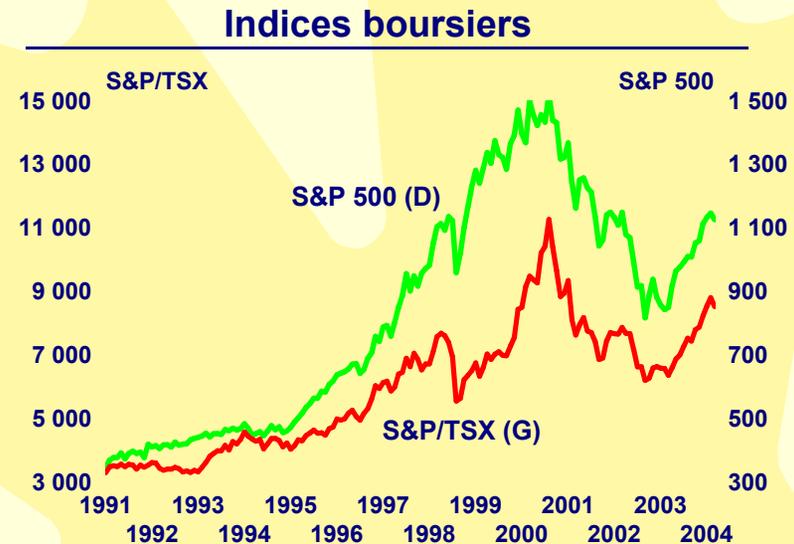
Dernières données du graphique : le 17 mars 2004.

Source : Banque du Canada, obligation à dix ans du gouvernement du Canada, dernier mercredi du mois.

Les marchés boursiers poursuivent leur ascension

L'optimisme qui règne au sujet du redressement soutenu des bénéfices des entreprises et les bonnes nouvelles touchant le secteur de la technologie vers la fin de 2003 et au début de 2004 ont fait grimper, encore une fois, les marchés boursiers. Toutefois, un récent recul des actions technologiques a refroidi les marchés boursiers en mars.

- Le 17 mars, l'indice S&P/TSX a clôturé à 8 503 points, soit 4 % de plus qu'au début de 2004 et 49 % de plus que le creux enregistré le 9 octobre 2002. Aux États-Unis, le S&P 500 s'est fixé à 1 124 points, soit 1 % de plus qu'au début de 2004.



Dernières données du graphique : le 17 mars 2004.

Le 1er mai, le plus important indice boursier du Canada a été renommé Standard & Poor/Toronto Stock Exchange (S&P/TSX).

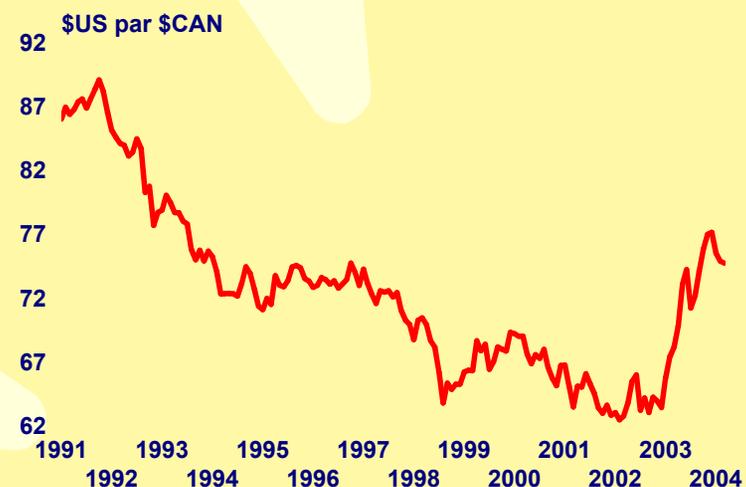
Source : Statistique Canada.

Le dollar canadien se situe en moyenne à 75 cents US

Le dollar canadien s'est fixé en moyenne à 75 cents US ces derniers mois après avoir atteint un sommet de dix ans, soit 78,8 cents US, au début de janvier. Cela est attribuable, du moins en partie, à la diminution des taux d'intérêt au Canada, qui s'est traduite par un resserrement important de l'écart entre les taux d'intérêt à court terme au Canada et aux États-Unis.

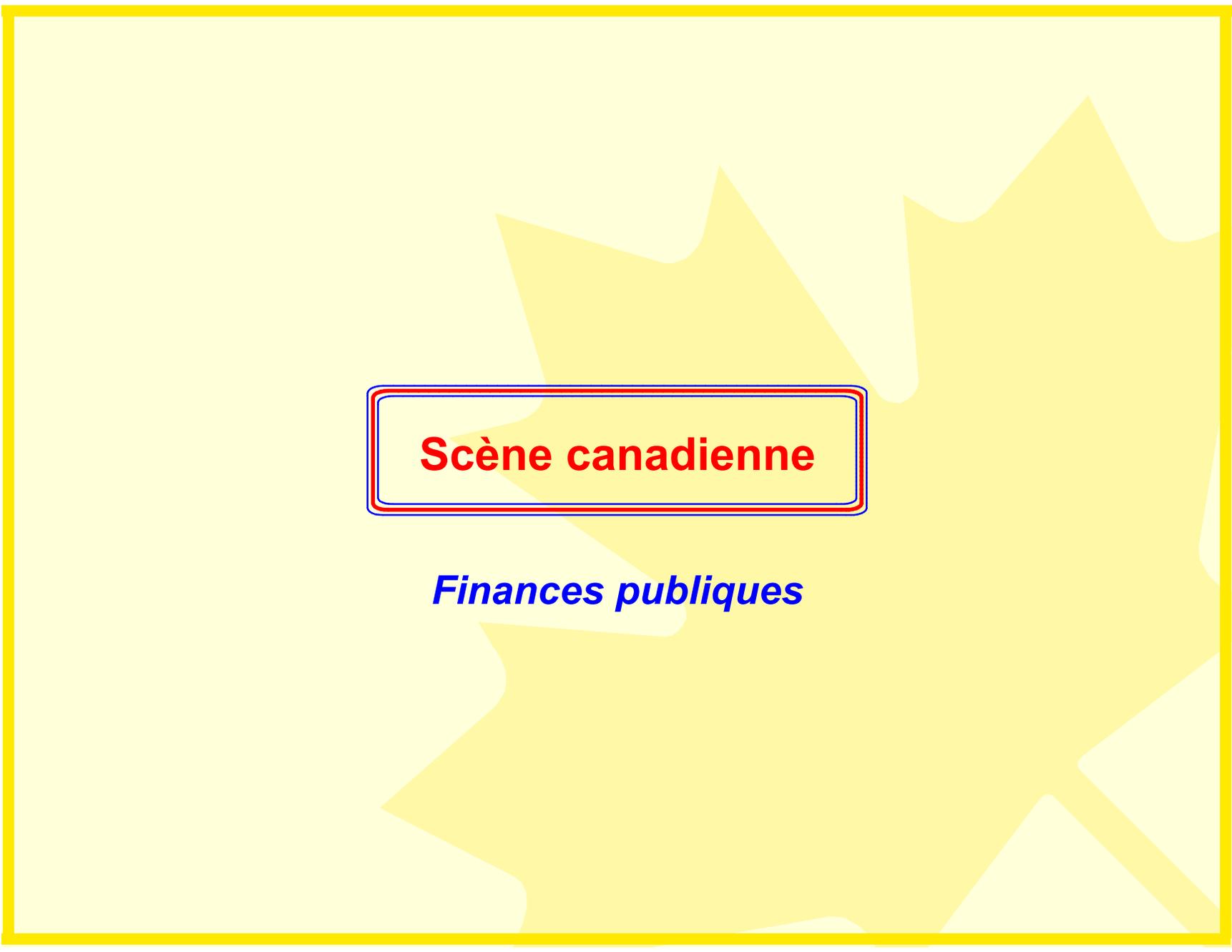
Le dollar américain s'est aussi apprécié récemment par rapport à d'autres devises, notamment l'euro et le dollar australien, alors qu'il s'est déprécié par rapport au yen.

Taux de change Canada-É.-U.



Dernières données du graphique : le 17 mars 2004.

Source : Banque du Canada.



Scène canadienne

Finances publiques

Le gouvernement fédéral présente un budget équilibré pour 2004-2005

Le 23 mars 2004, le gouvernement fédéral a présenté un budget équilibré pour 2003-2004 et les deux années financières suivantes. De plus amples détails sont donnés dans l'annexe jointe au présent numéro.

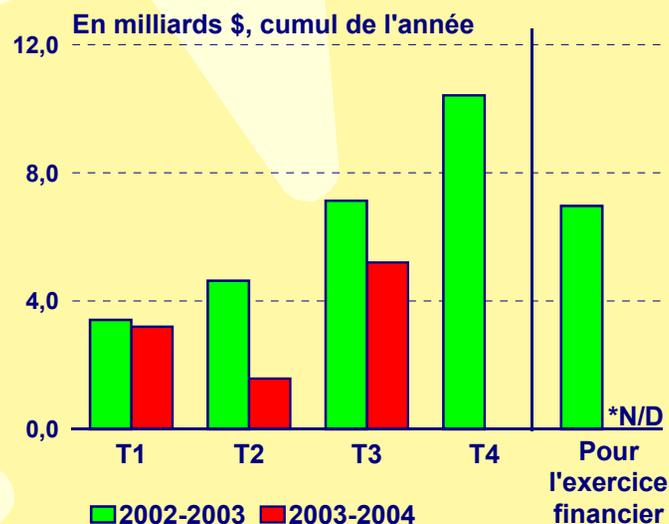
- Pour la période d'avril 2003 à janvier 2004, l'excédent budgétaire devrait atteindre 5,5 milliards de dollars, comparativement à 7,2 milliards de dollars pour la même période en 2002-2003.
- Dans le budget de 2004, l'on prévoit que l'excédent s'élèvera à 5,5 milliards de dollars pour 2003-2004, dont 3,6 milliards seront affectés à la santé et à l'agriculture, et le reste, 1,9 milliard, ira à la réserve pour éventualités.

L'ensemble du secteur provincial et territorial devrait afficher un déficit pour une deuxième année de suite. Le déficit estimé à 5 milliards de dollars reflète, en grande partie, les déficits marqués de l'Ontario et de la Colombie-Britannique. Même si cinq provinces prévoient avoir un budget équilibré ou excédentaire, seule l'Alberta compte dégager un excédent important.

Le 24 mars 2004, l'Alberta a déposé un onzième budget équilibré d'affilée. Elle prévoit affecter 1 milliard de dollars au remboursement de sa dette au cours des deux prochaines années, ce qui ramènera celle-ci à 2,7 milliards d'ici la fin de 2005-2006.

Terre-Neuve-et-Labrador, le Nouveau-Brunswick, le Québec et la Saskatchewan doivent présenter un budget durant la dernière semaine de mars.

Solde budgétaire fédéral



Source : Ministère des Finances.

* Les données pour les exercices 2003-2004 ne sont pas encore disponibles.

Évolution de la situation aux États-Unis

Activité économique réelle

L'activité économique américaine reste vigoureuse au quatrième trimestre

La croissance du PIB réel a été réduite de moitié (4,1 %) (taux annuel) au quatrième trimestre (estimations préliminaires), après avoir enregistré un taux inégalé en 20 ans, soit de 8,2 % au troisième trimestre.

- La croissance des dépenses de consommation réelles a ralenti de plus de la moitié pour passer à 2,7 %, alors que les dépenses des entreprises relatives aux structures se sont repliées à nouveau (-7,1 %). Les dépenses en matériel, qui sont restées importantes, ont augmenté de 15,1 %.
- La croissance des exportations a plus que doublé et s'est établie à 21 %, mais la plus forte croissance des importations a creusé le déficit commercial.

La productivité des entreprises non agricoles est passée de 9,5 % au troisième trimestre à 2,6 % au quatrième, puisque le nombre d'heures travaillées a enregistré sa plus forte hausse depuis le premier trimestre de 2000, soit 1,5 %.

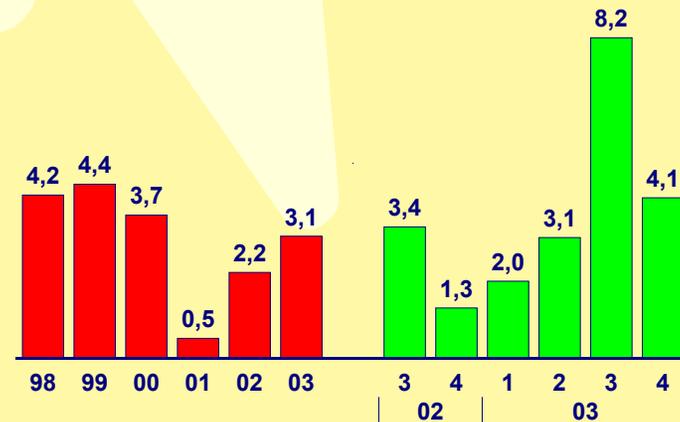
Les données publiées au début de 2004 indiquent un assouplissement des dépenses de consommation et une diminution de l'optimisme. Toutefois, les ventes d'automobiles, le marché du logement et l'activité commerciale demeurent vigoureux. De plus, les indices de l'Institute for Supply Management (ISM) touchant le secteur de la fabrication et le secteur autre que de fabrication montrent une croissance généralisée et des perspectives favorables, ainsi qu'une nouvelle progression de la production industrielle.

L'inflation globale mesurée d'une année à l'autre par l'IPC n'était que de 1,7 % en février, soit le taux le plus faible depuis septembre 2002. À l'exception des aliments et de l'énergie, l'inflation s'est fixée à 1,2 %.

Selon les prévisions consensuelles de mars, la croissance du PIB réel sera de 4,6 % en 2004 et de 3,7 % en 2005.

Croissance du PIB réel

Variation en %, TAD



Source : Département du Commerce des États-Unis.

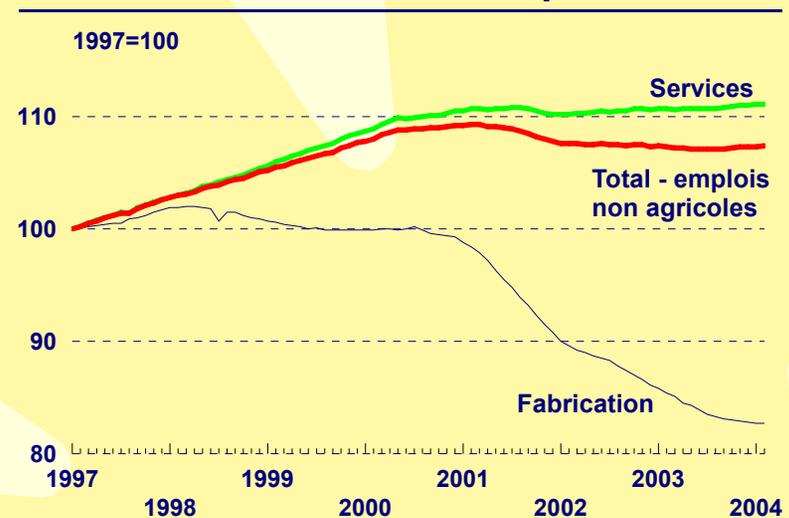
L'emploi est faible en février

En février, on a recensé 21 000 emplois non agricoles de plus, grâce à l'augmentation de 46 000 emplois dans les industries de services. La hausse cumulative depuis août 2003 s'établit à 364 000 emplois.

- Les effectifs du secteur de la fabrication ont été réduits de 3 000 comparativement à une réduction mensuelle moyenne de 16 000 depuis août.

Le taux de chômage s'est établi à 5,6 % en février, soit la même chose qu'en janvier et une diminution par rapport au dernier sommet de 6,4 % observé en juin 2003. Le taux d'activité a encore fléchi (65,9 %), suivant ainsi la tendance à la baisse amorcée au début de 2000 où il était de 67,4 %.

Tendance de l'emploi



Source : Bureau of Labor Statistics des États-Unis.

Pour de plus amples renseignements

Nous vous invitons à nous faire parvenir vos questions, commentaires ou suggestions. Vous pouvez nous joindre :

par lettre :

Hossein Rostami
Directeur
Analyse micro-économique
Industrie Canada
235, rue Queen, pièce 1002C
Ottawa (Ontario) K1A 0H5

par courrier électronique :

Rostami.Hossein@ic.gc.ca

par téléphone :

(613) 995-8452

ou par fax :

(613) 952-1936

Le *Moniteur micro-économique* est établi trimestriellement par la Direction de l'analyse micro-économique d'Industrie Canada. Le *Moniteur micro-économique* présente une mise à jour, qui se lit rapidement et facilement, de la performance de l'économie canadienne. Il renferme aussi, à l'occasion, des rapports thématiques fouillés sur des questions économiques d'actualité, abordées dans une perspective micro-économique. Le présent numéro du *Moniteur* a été préparé à l'aide des données connues au 24 mars 2004.

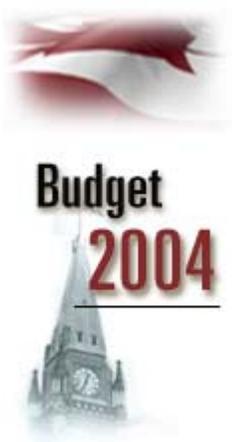
La mise à jour de l'analyse courante a été préparée par Jenness Cawthray, Éric Chalifoux, Stéphane Crépeau, Anik Dufour, Kevin Koch, Joseph Macaluso, Arif Mahmud, Sue Moore, François Rimbaud et Marc Vachon, sous la direction de Hossein Rostami et François Poitras. La traduction a été faite par Lucie Larocque et le soutien administratif est la responsabilité de Sue Hopf.

ISSN 1206-2618



Industrie
Canada

Industry
Canada



Annexe

Faits saillants du budget de 2004

Les perspectives économiques

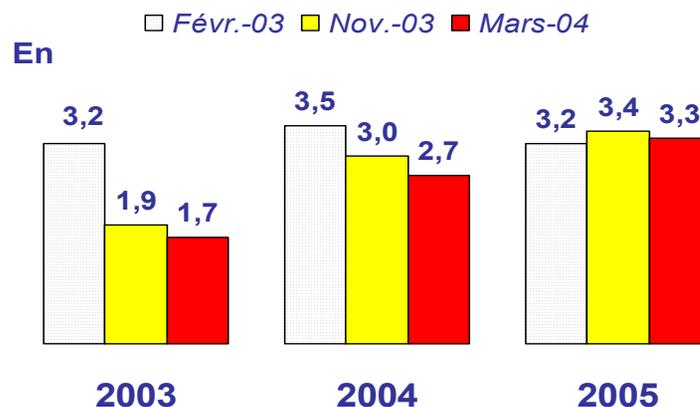
- Les perspectives économiques se sont quelque peu détériorées depuis le budget de février 2003. Par contre, les perspectives pour les États-Unis se sont améliorées.

- La croissance de l'économie canadienne s'est établie à 1,7 % en 2003, ce qui est bien inférieur au taux de 3,2 % prévu dans le budget de février 2003. Alimentée par des facteurs économiques solides, de faibles taux d'intérêt et la relance de l'économie mondiale, la croissance au Canada devrait atteindre 2,7 % en 2004 et 3,3 % en 2005.

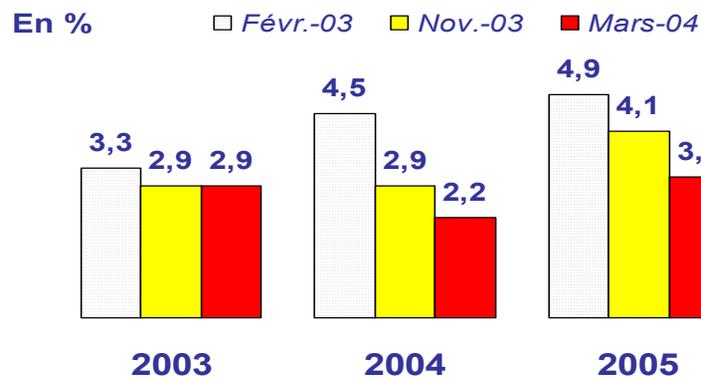
- L'économie américaine, qui a pris de la vigueur au deuxième semestre de 2003, devrait croître de 4,7 % en 2004 et de 3,8 % en 2005.

- L'appréciation du dollar canadien et la durabilité de la relance aux États-Unis pourraient modifier ces perspectives.

Croissance du PIB réel



Bons du Trésor à 3 mois

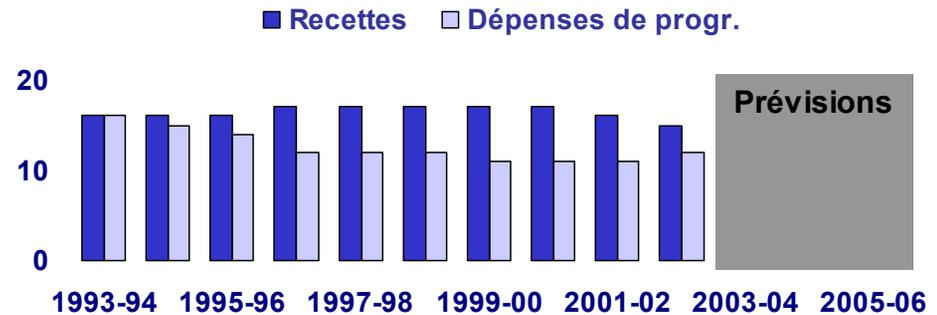


La situation financière

- On prévoit un budget équilibré ou excédentaire pour 2003-2004 et les deux années suivantes.
- Les chiffres révisés relatifs aux excédents aux fins de planification s'établissent maintenant à 5,5 milliards de dollars pour 2003-2004, à 4,2 milliards pour 2004-2005 et à 6,6 milliards pour 2005-2006, soit une hausse par rapport à ceux publiés en novembre dernier dans la Mise à jour économique et financière.
- Les recettes devraient augmenter pour s'établir à 181,1 milliards de dollars (soit 14,9 % du PIB) en 2003-2004 et à 187,2 milliards (soit 14,8 % du PIB) en 2004-2005.
- Les dépenses de programmes devraient s'accroître de 7,6 % pour passer à 143,4 milliards de dollars en 2003-2004 (soit 11,8 % du PIB) et à 147,9 milliards (soit 11,7 % du PIB) en 2004-2005.
- On prévoit que le ratio de la dette au PIB passera à 42,0 % en 2003-2004, comparativement au sommet atteint en 1995-1996, soit 68,4 %. Le gouvernement s'est fixé un nouvel objectif, soit de ramener ce ratio à 25 %.

Recettes et dépenses de programmes fédérales selon les comptes nationaux

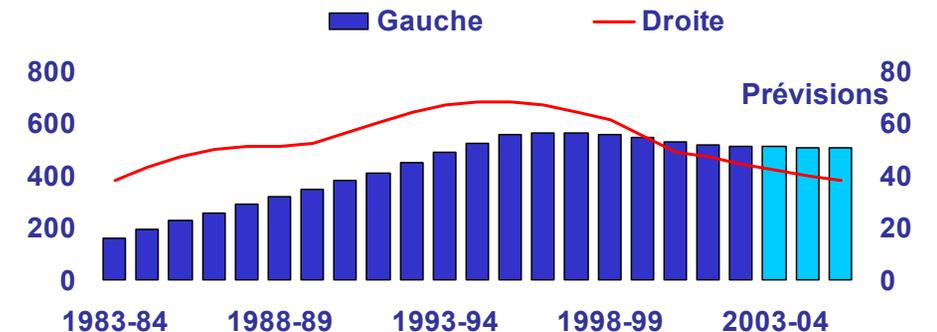
En % du PIB



Dette nette fédérale selon les comptes nationaux

En milliards de dollars

En % du PIB



Une saine gestion financière

- Le budget établit la réserve pour éventualités à 1,9 milliard de dollars pour 2003-2004. En outre, la réserve annuelle normale de 3 milliards de dollars est maintenue, et la mesure de prudence économique est rétablie à 1 milliard de dollars pour 2004-2005 et 2005-2006.
- Le gouvernement s'est fixé un nouvel objectif, soit de ramener à 25 % le ratio de la dette fédérale au PIB d'ici dix ans.
- Le budget confirme la nature permanente de la réaffectation de 1 milliard de dollars. De plus, le Comité du Cabinet chargé de l'examen des dépenses a pour mandat d'examiner tous les programmes afin de trouver des possibilités de réaliser des économies annuelles continues s'élevant à au moins 3 milliards de dollars.
- Afin d'améliorer la gestion financière, le budget rétablit le Bureau du Contrôleur général du Canada, renforce le mandat des contrôleurs ministériels et annonce l'instauration de fonctions de vérification interne plus vigoureuses.

Les priorités canadiennes : la santé

Compte tenu de l'importance de la santé, le budget de 2004 :

- confirme le versement d'une somme de 2 milliards de dollars aux provinces et aux territoires pour la santé, ce qui porte à 36,8 milliards les fonds fournis en vertu de l'Accord de 2003 sur la santé;
- établit la nouvelle Agence de la santé publique du Canada, et fournit un financement de 665 millions de dollars réparti sur l'exercice 2003-2004 et les deux exercices suivants afin d'améliorer l'état de préparation aux urgences touchant la santé publique;
- améliore l'équité du régime fiscal à l'égard des personnes handicapées et des aidants naturels, et fournit des ressources supplémentaires de 30 millions de dollars par année pour appuyer les programmes d'aide à l'emploi à l'intention des personnes handicapées.

L'apprentissage

Des investissements visant à promouvoir l'apprentissage au Canada et à répondre à la demande sans cesse croissante de travailleurs qualifiés :

- de nouvelles mesures destinées à accroître l'accès aux études postsecondaires pour les familles à revenu faible ou moyen :
 - un nouveau Bon d'études canadien visant à aider les familles à faible revenu à épargner pour les études postsecondaires de leurs enfants;
 - l'amélioration de la Subvention canadienne pour l'épargne-études;
 - l'amélioration du Programme canadien de prêts aux étudiants.
- 125 millions de dollars sur cinq ans à la Stratégie de développement des ressources humaines autochtones et 50 millions de dollars, soit le double de la somme déjà consentie à la Stratégie pour les Autochtones vivant en milieu urbain;
- 15 millions de dollars par année à la formation linguistique des nouveaux immigrants et 5 millions de dollars par année pour soulever la question de l'importance de l'intégration des immigrants qualifiés et reconnaître les compétences des travailleurs formés à l'étranger;
- élaboration d'une Stratégie visant à adapter les compétences en milieu de travail; 15 millions de dollars sur deux ans pour un projet pilote ayant trait à un fonds d'infrastructure des centres de formation.

Le savoir et la commercialisation

Compte tenu de l'importance primordiale de la création du savoir et de la commercialisation des innovations qui sont des premières mondiales, le budget de 2004 prévoit :

- un nouveau financement de 270 millions de dollars visant à faciliter l'accès au capital de risque pour aider les entreprises à transformer les recherches prometteuses en produits et en services nouveaux;
- une somme supplémentaire de 20 millions de dollars par année pour couvrir les coûts indirects des universités et des hôpitaux de recherche;
- 75 millions de dollars sur cinq ans à Industrie Canada pour la création de deux fonds concurrentiels pilotes destinés à la commercialisation;
- une augmentation permanente de 90 millions de dollars par année du budget des trois conseils subventionnaires fédéraux, dont la multiplication par trois de l'aide actuellement accordée à la commercialisation (10 millions de dollars);
- une contribution unique de 60 millions de dollars à Génome Canada à titre de soutien à ses activités de recherche.



Les collectivités

Le gouvernement fédéral reconnaît l'importance d'appuyer les collectivités :

- 7 milliards de dollars seront versés aux municipalités de toutes tailles en remboursement de la TPS/TVH au cours des 10 prochaines années et les dépenses de 1 milliard de dollars du Fonds sur l'infrastructure municipale et rurale seront engagées plus rapidement, soit sur cinq ans au lieu de dix;
- de nouveaux fonds de 4 milliards de dollars sur 10 ans seront affectés à l'assainissement des sites fédéraux contaminés et des sites dont le gouvernement est partiellement responsable;
- 200 millions de dollars serviront au financement du développement et de la commercialisation de nouvelles technologies environnementales au cours des deux prochaines années et 800 millions de dollars supplémentaires seront investis, au fur et à mesure que de nouvelles possibilités et priorités seront déterminées;
- 120 millions de dollars serviront à appuyer l'économie sociale, notamment :
 - 17 millions de dollars pour les deux prochaines années à Industrie Canada pour lancer un programme pilote cible visant à appuyer les activités de planification stratégique et de développement des capacités des organismes de développement économique communautaires;
 - 100 millions de dollars sur les cinq prochaines années à un programme d'Industrie Canada visant à accroître les prêts consentis aux entreprises d'économie sociale et à créer jusqu'à quatre fonds régionaux pour les entreprises sociales;
- 6 millions de dollars durant les deux prochaines années pour faire avancer l'Initiative sur le secteur bénévole.

Les relations du Canada avec le reste du monde

Le gouvernement rétablira la place du Canada en tant que pays fier exerçant une influence dans le monde :

- les fonds consacrés à la participation du Canada à des missions de maintien de la paix en Afghanistan et à la lutte contre le terrorisme seront haussés de 250 millions de dollars sur deux ans et un montant supplémentaire de 50 millions servira à financer la participation du Canada à la force de maintien de la paix déployée en Haïti;
- une somme supplémentaire de 605 millions de dollars sur cinq ans sera affectée à la réserve pour éventualités concernant la sécurité;
- le personnel des Forces canadiennes et les policiers participant à des missions internationales à risque élevé bénéficieront d'une exonération d'impôt sur le revenu;
- pour faire suite à la hausse de 8 % (prévue dans le budget de 2003) de l'enveloppe de l'aide internationale, portant celle-ci à 3,2 milliards de dollars en 2004-2005, une somme supplémentaire de 248 millions de dollars sera versée en 2005-2006.



L'amélioration du climat des affaires

Veiller à ce que le Canada ait un climat des affaires fort et concurrentiel qui favorise l'innovation et attire les investissements et les gens de talent :

- relever le taux de déduction pour amortissement applicable aux actifs liés aux TIC (45 % pour le matériel informatique; 30 % pour le matériel d'infrastructure pour réseaux de données);
- faire passer de 7 à 10 ans la période de report prospectif des pertes autres qu'en capital;
- devancer d'un an le relèvement à 300 000 \$ du montant des bénéfices des petites entreprises pour qu'il s'applique en 2005;
- créer un groupe de travail sur le fardeau administratif des petites entreprises dont le mandat sera de déterminer les mesures à prendre à court terme, de renforcer les processus réglementaires et de mesurer les progrès accomplis;
- prévoir des mesures visant à renforcer la gouvernance d'entreprises dans la Loi canadienne sur les sociétés par actions et réaffirmer l'engagement à mettre au point une nouvelle loi sur les sociétés à but non lucratif.